

Sherry Singh claque la porte et met le feu à Lakwizinn



Une rupture explosive !

Allégations contre lui

- Pravind Jugnauth : « **Li pe koz menti** »
- Navin Ramgoolam évoque une «haute trahison»
- « **La réponse de Pravind Jugnauth n'est pas convaincante !** »

Privé d'une promotion



Indigné, le Dr. Yassin Hamuth prend un congé sans solde

Après la levée des restrictions sanitaires



« **Largue-municipales** », clame l'Opposition

Samade Jhummun,
CEO - Mauritius Finance

« **Nous sommes confrontés à un exode de professionnels** »



Nutrihealth Co Ltd

- Good for all grown ups
- 100% more energy for elders
- Stay young all the way up to 75 years
- Defy 100 more diseases to stay fit



Stayoung Deccan HealthCo Ltd

Good for all grown ups

100% Vegetarian

Improve concentration & prevent mental fog

Helps to active brain and increase IQ

No added sugar

Improve immunity

Helps to increase stamina power & strength

100% more energy

Helps to improve work capacity & performance

Suitable for diabetics

Defy diseases

Strengthen bones

The only Nutritional Supplement with 75 Bionutrients

Recommended for

- Weak People
- Obese People
- Senior Citizens
- Sports Person
- Trainers
- Body Builders
- Exercise Enthusiast
- School Goings



Website: www.deccanhealthcare.mu



Exclusive Representative: **Nutri Health Co Ltd**

54, Madeleine House
SSR Street, Port Louis (Next to MCB)

Contact: **216 0602 / 5 798 8773 / 5 784 4488 / 5 714 4845 / 5 973 2996**

Email: nutrihealthmauritius@gmail.com

Après la levée des restrictions sanitaires

« L'argue municipales », clame l'Opposition

Après la levée des restrictions sanitaires dans le pays, quelle serait la décision du gouvernement en ce qui concerne les élections municipales ? L'Opposition maintient pour sa part qu'il n'y a plus aucun empêchement à la tenue de ces élections.

Les élections municipales devaient se tenir en juin 2022. Elles ont toutefois été renvoyées pour 2023. Selon le Premier ministre, Pravind Jugnauth, c'était par rapport à la situation sur le plan sanitaire au pays, cela alors que les cas de covid-19 avaient drastiquement diminué durant cette période et tandis qu'à Rodrigues, les élections se sont tenues en pleine crise sanitaire. Les partis de l'Opposition avaient vu clair et dénoncé ce prétexte commode pour renvoyer ces élections car en effet, le gouvernement craignait un 'baté baf'.

Mais maintenant que les restrictions sanitaires ont été enlevées, comme annoncées par le Premier ministre lui-même le mardi 28 juin, les choses ont significativement changé. Les membres de l'Opposition pensent qu'il est grand temps pour qu'il y ait les municipales.

Arvin Boolell, chef de file du Parti travailliste (Ptr) au Parlement, fait ressortir que depuis 2015, il n'y a pas eu d'élections municipales. Il affirme qu'il n'y a actuellement aucune raison valable pour que les élections municipales n'aient pas

lieu. « Avec l'enlèvement des restrictions sanitaires, il n'y a aucun empêchement à la tenue des élections municipales. On notera aussi que même avec des restrictions sanitaires, certains pays avaient maintenu les élections, alors que Pravind Jugnauth avait trouvé là le prétexte idéal pour renvoyer ces élections », dit-il.

Il pense que Pravind Jugnauth, a peur de la déroute si les élections municipales avaient lieu. « Il est fort probable qu'il sera battu à plate couture, et c'est pour cela qu'il n'est pas en faveur de la tenue des élections municipales de sitôt », dit-il. « Espérons que le gouvernement ne va pas manipuler les choses pour faire renvoyer ces élections encore une fois. »

Abordant dans le même sens, Kushal Lobine, député du PMSD, lance : « Vivement que les élections municipales aient lieu ! Une décision en ce sens est attendue par tout le monde. » Il dit espérer que le gouvernement jouera la carte de la transparence. Il demande ainsi à ce que les élections municipales aient lieu dans les plus brefs délais, comme préconisé par la loi, et cela dans le respect

des normes démocratiques.

Une autre raison capitale pour la tenue de ces élections : les municipalités sont « étouffées » par l'incompétence des conseillers proches du régime. « La population est mécontente de la façon de faire des conseillers municipaux, et il faut impérativement du changement », martèle Kushal Lobine.

« La démocratie locale bafouée par le MSM »

Rajesh Bhagwan, le secrétaire-général du MMM, nous indique que le parti est fin prêt pour affronter le gouvernement aux élections municipales. « Je suis confiant pour les élections municipales », nous dit-il. Selon lui, « la démocratie locale a été bafouée par le régime MSM. La population citadine attend avec impatience la tenue des élections municipales, qui auraient déjà dû avoir lieu. Il est grand temps que le chef du gouvernement rende la voix au peuple pour qu'il puisse faire un libre choix. » Il a aussi ajouté que « les citoyens veulent un changement total mais il faudra que le Premier ministre annonce

ces élections au préalable. Population pe diman ene bon cout balyé pou met propre. »

Dans la même foulée, Rajesh Bhagwan déplore le comportement des maires au sein des villes. Il affirme que ces derniers ne font plus leur travail comme il le faut. En ce qui concerne les mesures qui ont été annoncées dans le budget pour les villes, il dénonce le fait qu'à ce jour, il n'y pas eu la moindre intervention des maires pour qu'ils viennent de l'avant avec leurs suggestions afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Il se dit « choqué » par le fait que c'est le ministre des Finances qui a annoncé les projets pour les villes, alors que c'est le travail des mairies d'établir les politiques pour leurs villes.

Une décision en temps et lieu, selon le PM

Pour sa part, le Premier ministre, qui était face à la presse à Bois-Marchand ce samedi 2 juillet, a précisé que le gouvernement prendra une décision « en temps et lieu » en ce qui concerne les élections municipales.

Fourniture d'électricité

Le gouvernement et le CEB, les « otages » de Terragen Ltd

Le bras de fer entre Terragen et le CEB a pris fin, du moins provisoirement. Mais ce dernier et le gouvernement sont les « otages » de Terragen, une situation qui met en péril la sécurité énergétique du pays, selon Patrick Assirvaden.

La compagnie Terragen reprend temporairement ses activités en ce qui concerne la production de l'électricité à partir de la bagasse, cela jusqu'à mi-décembre, alors que de son côté, le Central Electricity Board (CEB) a décidé d'acheter l'électricité qui sera produite par cette compagnie. Cette décision de Terragen met ainsi fin au bras de fer qui l'opposait au CEB. Le CEB avait logé une injonction le 22 avril dernier pour contester l'arrêt des opérations de la compagnie Terragen Ltd et cette dernière avait décidé de stopper ses opérations le 29 avril dernier. Les deux parties sont finalement arrivées à un accord.

Mais la question qui se pose : pendant combien de temps est-ce que Terragen va continuer à fournir de l'électricité ? Selon le député Patrick Assirvaden, président du Parti travailliste, le CEB et le gouvernement sont dans une situation « d'otages » avec Terragen. Il avance que

le ministre des Utilités publiques, Joe Lesjongard, et le directeur de la CEB sont responsables de la situation qui prévaut en ce moment. Selon lui, « Terragen fait ce qu'il veut. On ne peut pas travailler lorsqu'on le veut bien et stopper les activités parce que l'envie nous prend de le faire. » Ce dernier affirme que Terragen et le CEB mettent en péril la sécurité énergétique de Maurice.

Il affirme aussi que le ministre des Utilités publiques, Joe Lesjongard, travaille dans l'opacité totale. « Il n'y a pas la moindre transparence de ce que fait le ministre, et cela peut nous mener vers une catastrophe », avertit-il. Il se pose donc la question, « où en est-on avec le contrat entre CEB et Terragen Ltd en ce qui concerne la production et la fourniture d'électricité ? Est-ce que la compagnie



Terragen Ltd va-t-elle produire de l'électricité jusqu'à la moisson des cannes ? », se demande-il.

Patrick Assirvaden dénonce, par ailleurs, le fait que les mesures annoncées par le gouvernement dans le précédent budget, soit celui de 2021/2022, en ce qui concerne l'énergie renouvelable n'ont toujours pas été concrétisées. Qui plus est, le gouvernement a fait une croix sur le projet Maurice Ile Durable (MID), initié en 2015 par le Parti travailliste. « Nous en voyons aujourd'hui les conséquences », fustige Patrick Assirvaden.

Privé d'une promotion

Indigné, le Dr. Yassin Hamuth prend un congé sans solde

Le Dr. Yassin Hamuth, chirurgien ophtalmologue, et 'acting specialist' à l'hôpital de Moka, s'attendait à être promu au poste de spécialiste au sein de cet hôpital. Mais ce sont deux autres médecins qui ont été promus, dont l'un qui a des liens de parenté avec le Premier ministre, alors que cette promotion devait en principe lui revenir. Il crie à l'injustice et se demande comment d'autres médecins qui ont subi de telles injustices peuvent fermer les yeux sur cette situation.

Le Dr. Yassin Hamuth avait travaillé comme urgentiste à l'hôpital Apollo Bramwell de 2009 à 2016. Depuis

2016, ce chirurgien ophtalmologue travaille comme 'acting specialist' à l'hôpital des yeux à Moka. Quand il avait assumé ce poste, ses fonctions étaient les mêmes qu'un spécialiste. « J'avais la prise en charge totale du patient, tout comme un spécialiste », souligne-t-il.

Récemment, un poste de spécialiste était à pourvoir au sein de cet hôpital. Le Dr. Hamuth s'attendait à être promu à ce poste. Mais grande fut sa déconvenue lors qu'il découvrit que deux autres médecins avaient été choisis. Le premier n'a jamais travaillé à l'hôpital de Moka tandis que le second venait du privé et

aurait des liens de parenté avec le chef du gouvernement. Il dit ne pas comprendre cette politique de promotion qu'il a qualifié d'« injuste ». Depuis cet épisode, le Dr. Hamuth a pris un congé sans solde.

Le Dr. Yassin Hamuth ne cache pas sa déception professionnelle, y compris sur sa page Facebook. Cette « mauvaise expérience » lui a fait comprendre que la compétence, l'expérience et le dévouement au travail ne comptent que pour des cacahuètes aux yeux de la 'Public Service Commission' (PSC). « Ce qui importe pour cet organisme, c'est être dans les petits papiers des politiciens », fustige-t-il. « Meritocracy

for boot lickers », ajoute-t-il.

« Je souhaite qu'il y ait plus de solidarité entre médecins du service de santé public face à cette politique de favoritisme qui ronge tout le système, au lieu que chacun ne veille que sur ses intérêts en ne pipant mot sur tout ceci », nous déclare-t-il.

■ ASH



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

EDITO

Singh is not King

Telecom Tower a perdu son Maharajah. Mais bien qu'il ne soit plus King, Singh a quand même eu droit à un départ royal. Avec, « cherry » sur le gâteau, une haie d'honneur pour lui faire des adieux. Cependant, il ne lui a pas fallu de tapis rouge pour qu'il se rende à la rue Labourdonnais où il a fait de graves allégations en direct. Contre celui qui a été son ami pendant 15 ans et qu'il a fait devenir Premier ministre alors qu'il était « faible ». Contre Lady Macbeth qui jadis posait joyeusement en sa compagnie, la main tendrement sur les épaules de Sherry. Contre Lakwizinn 2.0 dont il a énuméré les chefs, sous-chefs jusqu'aux poissonniers, en évitant soigneusement de mentionner qu'il était lui-même Top Chef dans Lakwizinn 1.0. Subitement, le Maharajah qui se défend d'être un chatwa veut créer un tsunami. Parce qu'il ne veut pas renoncer à ses « valeurs ». Parce qu'il veut le bien du pays. Parce qu'il réalise brusquement qu'il faut un nouveau gouvernement. Qu'il veut probablement diriger lui-même. D'autant qu'il se vante de n'avoir jamais « perdu une élection depuis 2005 ».

Donc, après avoir fait partie intégrante du système accaparant et tentaculaire qui a contribué à mettre le pays à genoux, Sherry Singh se pose maintenant en grand sauveur. Tout comme les Bhadain et Bodha. Sauf que ce dernier a gardé

un silence complice hormis le « pouvoir cadennassé » et « l'odeur de la mort » qu'il dénonce. C'est donc en émulant Bhadain que Sherry Singh a mis le feu aux poudres. En explosant cette Lakwizinn où il mijotait autrefois, non pas des petits plats, mais de grands plans, en sirotant un apéritif et où il n'était désormais plus admis. Mais Singh n'est pas King sur l'échiquier politique. Malgré les sérieuses allégations formulées contre le chef du gouvernement sur Radio Plus, vendredi. Malgré le formidable exercice de com auquel il s'est livré pendant le même entretien accordé à notre confrère Nawaz Noorbux sur Radio Plus. Malgré le tsunami qu'il veut créer. Singh is not King parce qu'il n'est pas le Mr Clean qu'il prétend être. Sherry Singh, en tant qu'ancien Senior Advisor de Pravind Jugnauth, a sa part de responsabilité dans la ruine du pays. Il a initialement été de toutes les décisions majeures ayant eu un impact désastreux sur le pays.

Sherry Singh a été parmi ceux qui ont accaparé les institutions de l'État depuis 2014. C'est sous son leadership que les profits de Mauritius Telecom ont piqué du nez, bien qu'il eût néanmoins été propulsé à la tête du 'Transformation Steering Committee' d'Air Mauritius qui a quand même fini sous administration volontaire. Sous sa gestion, Mauritius Telecom est devenu une vache à lait pour financer certains projets bénéfiques au gouvernement, mais aussi pour soutenir financièrement un nouveau groupe de presse proche du régime. Et qu'en est-il du Copper Gate ? Peut-on s'attendre à des développements subits maintenant que Sherry Singh ne fait plus partie du giron du pouvoir, surtout après la guerre qu'il a déclenchée avec les Jugnauths, Lady Macbeth y compris ? Le Premier ministre a été catégorique et n'a laissé place à aucun doute, hier. « Atan ou pou guet », a-t-il lâché. Le PMO ne dort pas sur ses lauriers d'ailleurs. Il se penche d'ores et déjà sur les dossiers accumulés tout ce temps contre Sherry Singh. Ses

richesses inexplicables, parions-le, feront bientôt la Une de l'actualité. D'ailleurs, la réticence de Sherry Singh à expliquer son enrichissement soudain et la construction de son château à Au Bout du Monde, qui ne sont en aucun cas les fruits d'un héritage de sa lignée royale, est lourde de sens. Sherry is not King pour toutes ces raisons et bien plus encore. D'autant qu'il n'a pas dit tout ce qu'il sait ou tout ce qu'il a fait. Et qu'il n'a pas débarrassé tout ce qu'il a dans le ventre. Est-ce pour cette raison qu'il ne va pas à la police pour dénoncer Pravind Jugnauth ? Bref, ceux qui, au sein de l'opposition extra-parlementaire, veut accueillir le Maharajah avec les bras royalement ouverts sont prévenus.

Pauper Pravind

« Fair is foul and foul is fair ». Lady Macbeth doit en savoir quelque chose. Son époux, le Premier ministre, aussi. Pravind Jugnauth est tout. Sauf dupe. Le courant ne passait plus entre lui et Sherry Singh depuis plus d'un an déjà. Et Lakwizinn 2.0 avait déjà enclenché des manœuvres pour faire sauter le Maharajah du Telecom Tower. Et pour le tenir à l'écart de l'Hôtel du gouvernement. D'ailleurs, dans notre éditto en date du 21 février 2021, nous écrivions ceci : « Dans les entrailles du pouvoir, plus précisément dans Lakwizinn, l'on s'active déjà à balancer celui qui était jadis connu comme le Top Chef. Frustré, ce dernier, apprendrait sa riposte. Or, dans les deux cas, c'est le gouvernement de Pravind Jugnauth qui devrait accuser le coup ». Le coup pour le Premier ministre, il faut le dire, est brutal, sinon fatal, vu la gravité des allégations portées contre lui.

Que va faire Pravind Jugnauth maintenant ? Malgré tous les leviers du pouvoir dont il dispose, Sherry Singh l'a réduit à un « Pauper Pravind » en un tour de main. En le présentant comme un Premier ministre véreux et autocrate, capable de « go to any extent » pour s'agripper

au pouvoir. Ce que nous avons d'ailleurs toujours maintenu. Et qui sont prouvés par les nombreuses mesures anti-démocratiques prises jusqu'ici. Pravind Jugnauth a compris qu'il ne pouvait pas prendre des mois avant de réagir cette fois-ci, comme il l'avait fait dans le cas d'Angus Road. Car il s'agit ici, non pas de biens personnels acquis de façon douteuse, mais de la sécurité et de l'intérêt national des Mauriciens. D'où sa réplique cinglante mais pas aussi convaincante, hier. « Si le croire dans sak mot ki li fine proféré, ki li alle la police ». Cette même police qu'il contrôle et qui se plie à ses ordres. Cette même police qui agira contre des opposants politiques mais pas contre des membres du gouvernement. Cette même police qui sortira bientôt, on peut en être sûr, des dossiers pour prouver toutes les allégations portées jusqu'ici contre Sherry Singh mais qui avaient été « kept under cover » parce que ce dernier était un nommé du gouvernement.

Pravind Jugnauth finira donc par révéler ce qui se tramait ou qui se trame toujours sous son leadership. Une balle qu'il se tirera dans les pieds, sachant qu'il n'a pas 36 solutions face aux allégations de « haute trahison » qui l'éclaboussent. Car Selon Singh, toutes les correspondances échangées entre citoyens, opposants, et peut-être même diplomates, pourront être interceptées par un 'third party' si jamais Pravind Jugnauth arrive à parvenir à ses fins. Avec le soutien complice d'un pays étranger, ami ou pas. Une tâche qui ne sera pas difficile à faire pour le Premier ministre s'il place un autre de ses pions à la tête de Mauritius Telecom. Ce qui enfoncera alors le clou dans le cercueil de notre démocratie. D'où l'urgence de botter Pravind Jugnauth hors du pouvoir. Et de l'enterrer politiquement. S'il faut descendre en masse dans la rue pour le faire, faisons-le. S'il faut alerter les instances internationales, alertons-les. Parce que notre pays a déjà trop souffert sous le joug de Jugnauth.

UP

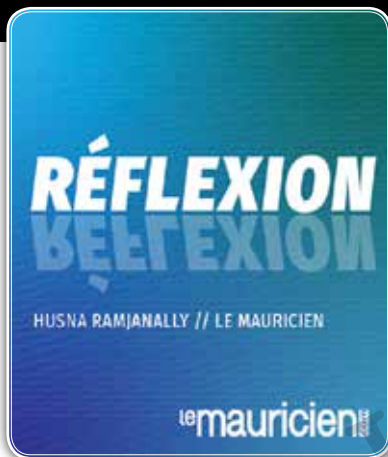

Vikram Sevathean, un travailleur social pas comme les autres

Saluons bien bas notre compatriote Vikram Sevathean, qui a tiré sa révérence à l'âge de 42 ans ce mardi 28 juin. Ce travailleur social pas comme les autres sillonnait le pays dans son véhicule aménagé spécialement pour offrir de la nourriture aux plus démunis, dont des enfants. Il avait même bravé le cyclone Batsirai pour secourir des gens en difficulté. Ce 29 juin, lors de ses funérailles à Plaine-Magnien, les éloges ne manquaient pas : héros, Père Noël, incomparable, irremplaçable... Adieu, Vikram.

C'EST ÉCRIT

« Qui, hormis les proches, petits copains et copines, qui gravitent autour du pouvoir, ressentent ce fameux "feel good factor" ? Combien de familles mauriciennes sont aujourd'hui au bord du gouffre ? À travailler le matin pour manger le soir ? La formule est déjà caduque ! La pauvreté extrême, assortie de la précarité, a gagné du terrain à pas de géant. Comment, dans de telles circonstances, où l'on sent le sol se dérober sous ses pieds et qu'on suffoque en pensant comment terminer le mois, se sentir « bien » ? Vivement que Joe Lesjongard vienne expliquer cela au grand public ! »

Husna Ramjanally
lemauricien.com
25 juin



A ÉTÉ DIT



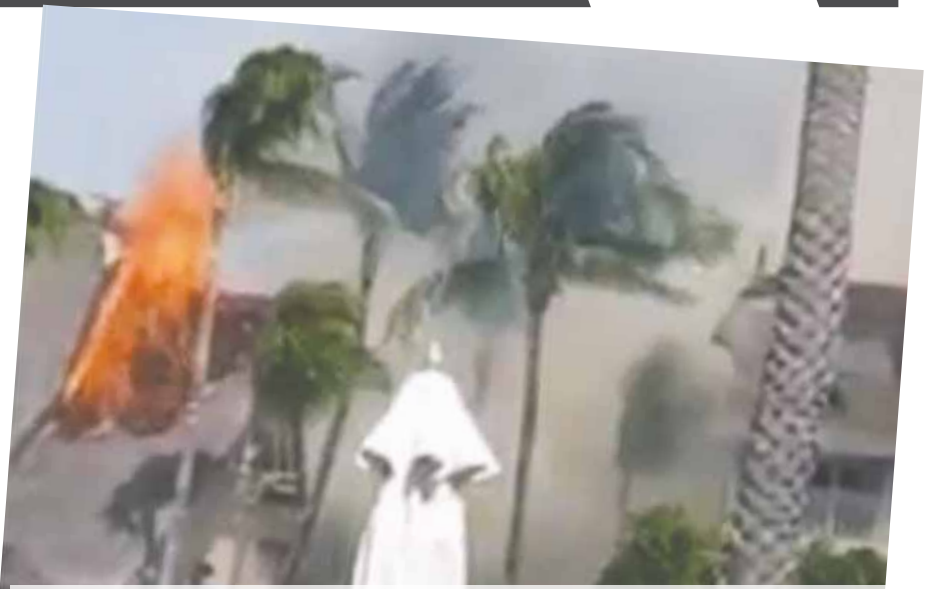
« Mais la, mo pou desann lor terrain. Mo envi kompran se ki lepep envi. Mo pa kone kouma mo pou fer li. Mo pe zis dir ou mo pou desann lor terrain pu koz ar lepep pou mo kompran. Si lepep envi sa Premier minis la, mo pe al lakaz mo pe alle dormi. Mais mo kapav dir ou ene zafer. Si lepep envi ene sanzman, mo lor plato zordi premier juillet, mo pe donn ou mo parol nu pou lev ene tsunami. »

Sherry Singh
Radio-Plus
1^{er} juillet

DOWN

La déchéance de nos institutions

Nos institutions sont sur le déclin, c'est le cas de le dire ! Tout d'abord, il y a le parlement avec la résurrection d'un délit désuet, l'outrage au parlement, utilisée contre la députée Stéphanie Anquetil et des journalistes. Ensuite, il y a eu la fuite ou tentative de fuite, allez savoir, des épreuves de deux examens nationaux au sein du MES, véritable passoire en ce qui concerne les protocoles de sécurité. Et puis, il y a eu les 'lekours bourik', où le cerise sur le gâteau a été quand le vainqueur a été annoncé par la MBC avant même que cette course n'ait été courue. Puis encore, il y a eu le cirque de l'assemblée générale de la SBM. Inutile d'en rajouter sur la police dont les maîtres-mots sont torture, répression et censure. Ensam tou possible, comme dirait l'autre...



Incendie à Lux Belle-Mare

L'hôtel ferme provisoirement ses portes

L'hôtel Lux à Belle Mare a été la proie d'un grave incendie ce samedi 2 juillet. Les clients ont été évacués aussitôt sur la plage et les sapeurs-pompiers ont été mandés sur les lieux pour éteindre l'incendie.

Aucun blessé n'est à déplorer. L'hôtel a provisoirement fermé ses portes après que le feu a été maîtrisé, et les clients ont été relogés dans un hôtel avoisinant.

Pour l'heure, la cause de l'incendie est toujours inconnue. Une enquête a été ouverte par la police pour déterminer les circonstances dans lesquelles cet hôtel a été la proie des flammes.

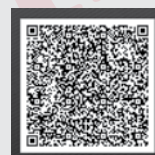


Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Sherry Singh claque la porte et met le feu à Lakwizinn

Une rupture explosive !

« *The writings were on the wall* » depuis un certain temps. Au PMO, il coulait de source que Sherry Singh n'était plus dans les petits papiers de Pravind Jugnauth depuis les dernières élections. L'accaparement de Lakwizinn par de nouveaux chefs y serait pour quelque chose. Mais pas que. Les allégations incessantes et incommodes contre le CEO démissionnaire du Mauritius Telecom ont également joué contre lui. Y compris les rumeurs de ses liens probables avec Bruneau Laurette, à travers la compagne de ce dernier. Une maquilleuse dont il est proche et qui connaissait ses états d'âmes. D'ailleurs, l'éloignement de Kobita Jugnauth, désormais qualifiée de 'Lady Macbeth', avec Sherry Singh était prémonitoire. Sherry Singh en était conscient. Et planifiait tranquillement son coup. Qu'il a exécuté de façon explosive en fin de semaine.

Cette rupture Singh-Jugnauths a eu l'effet d'une bombe sur tout le pays. Car la proximité de Sherry Singh avec le couple Jugnauth et son influence initiale sur les décisions gouvernementales sont des secrets de polichinelle. Chaque mot prononcé par Sherry Singh lors de l'émission radiophonique de vendredi a donc été décortiqué et analysé dans les moindres détails. Passant même, nous le pensons, à côté du plus essentiel. Soit les graves allégations portées contre le Premier ministre. Pravind Jugnauth, a révélé l'ami devenu ennemi, lui a demandé d'accepter l'inacceptable. C'est-à-dire de permettre à un 'third party' d'installer un dispositif électronique pouvant intercepter toutes les données et correspondances entrantes et sortantes du pays, lui donnant ainsi accès à tous les courriels électroniques, les sites web

ainsi que l'historique des navigateurs. Ce qui serait, selon Sherry Singh, illégal et contre les intérêts nationaux.

Sherry Singh a toutefois refusé de révéler le nom de la compagnie, ou du pays ami, qui devait aider le gouvernement mauricien à accomplir cette sale besogne. Il a dit aussi ne pas savoir s'il lui faut faire une déposition à la police ou pas, puisqu'il a refusé d'obtempérer et que la mission n'a pas pu être accomplie. « *Ou réalisé, si mo alle la police la, Pravind Jugnauth et so gouvernement pou bizin démissionné la* », a-t-il soutenu, comme pour bien faire comprendre la portée de ses allégations. Et puisqu'il était d'humeur à dénoncer, il a, dans la même foulée, révélé les noms de ceux qui sont aux commandes de Lakwizinn. Le leader supremo, apprendra-t-on, est nul autre que Lady Macbeth, entendez par là Kobita Jugnauth. Confirmant ainsi ce que tout le monde savait déjà. Sauf que c'est le sobriquet donné à l'épouse du Premier ministre qui surprend. Surtout quand on connaît la relation intime que Sherry Singh partageait avec le couple Jugnauth. Une pique que le Premier ministre n'a d'ailleurs pas digérée. « *Si zot ena kitsoz, vine atak moi. Pas atak mo madame mo bane zenfants* », a-t-il laissé entendre, hier.

L'ancien 'Senior Advisor' a aussi dit ne plus reconnaître Pravind Jugnauth. Et déplore qu'il soit devenu « *très arrogant* ». Il dénonce tout autant l'ingérence de certains conseillers du Bureau du Premier ministre dans son travail. « *Kan ti ena manifestation, mone gagne ene call pou dire moi ralenti internet* », a poursuivi Sherry Singh. Ce dernier reconnaît que la situation actuelle



est grave. Il se dit même prêt à descendre sur le terrain et provoquer un tsunami s'il le faut. D'autant que le gouvernement est en perte de vitesse. L'important, selon lui, c'est de

trouver l'alternance. Représente-il cette alternance ? La réponse est évasive, mais suffisamment claire pour comprendre qu'il aspire à devenir calife à la place du calife. Son prochain 'move' sera donc suivi de près.

Pravind Jugnauth : « Li pe koz menti »

C'était un Pravind Jugnauth plutôt évasif dans ses réponses face à la presse hier à Bois-Marchand quand il a répondu à l'accusation que Sherry Singh a proférée contre lui sur les ondes de Radio Plus le vendredi 1^{er} juillet, à l'effet qu'il aurait demandé de permettre à une « *third party* » d'installer un dispositif permettant d'intercepter tout le trafic sur le net.

« *Li pe koz menti* », devait lancer le PM à la première question de la presse à ce sujet. Le Premier ministre a insisté sur ce point : si l'ex-CEO de Mauritius Telecom (MT) est

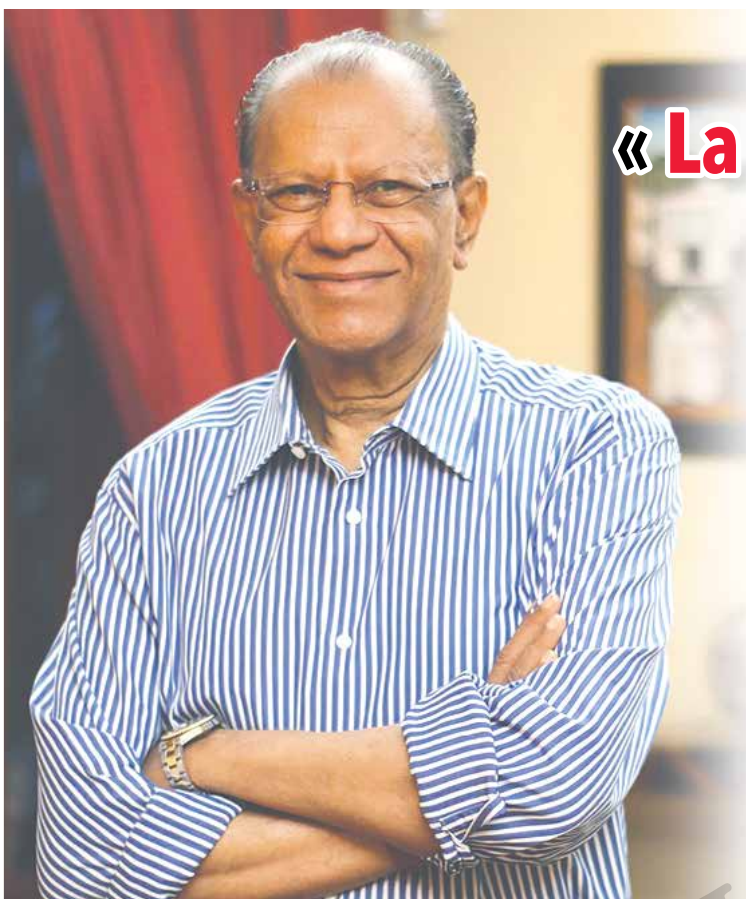
convaincu de chaque mot de son allégation proférée contre lui, qu'il aille consigner une déposition à la police. Pravind Jugnauth a aussi demandé aux membres de la presse de « *garde ene ti peu patience, lerla ou pou trouve vrai raison ki fer 'maharajah' fine démissionner* ».

Parlant de sa relation de longue date avec Sherry Singh, Pravind Jugnauth a eu ceci à dire : « *Eski en toute décence li pas ti so devoir informe moi de so départ au lieu ki mo aprann sa par la presse* ? ». Quand un journaliste lui a dit que Navin Ramgoolam, en se basant sur la déclaration

de Sherry Singh, l'accusait de « *haute trahison* », le chef du gouvernement a répondu : « *ou kapav dir mwa ki trahison mone fer* ? », réponse qui ressemble un peu au fameux « *ou kapav dir mwa kot mone fauter* ? ».

Quelles sont les actions qu'il envisage contre Sherry Singh ? Compte-t-il entamer une quelconque action en justice contre l'ex-CEO de MT, dont une plainte pour diffamation ? « *Atann ou pou guetter* », s'est-il contenté de dire. Le langage évasif du PM démontre-t-il son incapacité de se défendre même s'il veut le faire ? L'avenir nous le dira.





Navin Ramgoolam

« La réponse de Pravind Jugnauth n'est pas convaincante ! »

Par contre, « Sherry Singh me paraît très convaincant », ajoute l'ancien Premier ministre. « Mo pa kone li. Li pas kone moi. Mais line agir kom ene patriote lor sa aspect-là », dit-il. « Il a même expliqué comment ce gouvernement est gouverné par des incompetents. Ce qui confirme aussi ce que Nando Bodha avait dit », avance le Dr Ramgoolam.

Et d'ajouter, en évoquant la politique de vengeance du gouvernement, que « si ou ene Travailleste, veut dire ou pas gagne droit vive dans sa pays la aster ». Navin Ramgoolam énumère le nombre de fois que le Premier ministre a voulu « vane tout ».

« Sherry Singh a agi comme un patriote sur cet aspect »

mourir », prévient l'ancien Premier ministre. « Akoz sa ki mo dire c'est ene haute trahison », insiste-t-il. « Pravind Jugnauth doit répondre. Kapave nek dire alle fer déclaration la police. Ene accusation kumsa pa kapave être traitée avec autant de légèreté. Zot pe vane pays la net », fustige Navin Ramgoolam. Il estime d'ailleurs que la déposition que Pravind Jugnauth défie Sherry Singh de faire à la police n'est qu'un « simin sorti ».

D'autant que c'est le Premier ministre qui contrôle la police. Et de rappeler, dans la même foulée, qu'aucune action n'a encore été prise contre les policiers accusés de tortures. « C'est ene de bane raison kifer nou ti gagne problèmes lor Medpoint. Mo ti dire ki ministre Hanoomanjee bizin step down pou ki l'enquête

kapave fer. Ni li (ndlr : Pravind Jugnauth) ni so papa pas ti accepté. So papa ti menacé tou. La li pe atane ki M. Sherry Singh alle fer déposition la police et reste 10h temps dans Casernes », ajoute notre interlocuteur.

Navin Ramgoolam rappelle d'ailleurs comment l'Attorney General Maneesh Gobin était venu avec un 'white paper' pour que l'ICTA puisse contrôler tout le trafic sur le net. Une démarche qu'il avait dû abandonner suivant le tollé soulevé dans le pays. « Nou ti croire line kilé. Mais en fait, line passe par la porte derrière pou fer samem la. C'est illégal », lâche-t-il. Ce qui montre à quel point ce gouvernement est dangereux, selon lui. « Jamais ine arrive sa bane kalité zafer la dan Maurice. Ala ki arrivé quand coquin élections. Mais la vérité pe sorti boute par boute », affirme le leader des rouges. Il dit ainsi être sur la même longueur d'onde que Sherry Singh à l'effet qu'il faut « corriger l'erreur de 2019 ». « On ne peut pas permettre que Pravind Jugnauth redevienne Premier ministre », martèle-t-il.

■ Z. RADHA

« Les allégations faites par Sherry Singh sont extrêmement graves. J'espère que les Mauriciens réalisent la gravité de la situation ». C'est ainsi que réagit Navin Ramgoolam suivant les allégations faites par Sherry Singh contre le Premier ministre. Selon le leader du PTr, que nous avons interrogé au téléphone hier, toutes les données confidentielles relevant de la vie des citoyens relèvent de la souveraineté du pays. Or, toute atteinte pour violer cette souveraineté est synonyme de « haute trahison » envers le pays. Ce qui est très grave, à son avis. Même la ministre Koonjoo-Shah, une « incompetente » envoyée pour donner la réplique à l'ex-CEO de Mauritius Telecom, a reconnu la gravité de ces allégations, souligne le Dr Ramgoolam. « La réponse de Pravind Jugnauth n'est pas convaincante », martèle-t-il dans la même foulée. « Il ne peut pas répondre en deux mots. Les allégations sont bien trop graves pour qu'il les prenne ainsi à la légère ! », insiste-t-il, en soutenant que Pravind Jugnauth a été trahi par son 'body language' alors qu'il répondait aux questions de la presse, hier.

« D'abord, line rode vane passeport mauricien à bane étrangers. Dans dernier budget, line rode vane la terre à bane étrangers. Seki veut dire ki prix la terre pou monté et Mauriciens pou paye pli cher. Aster là pe rode vane tout informations confidentielles lor Mauriciens et étrangers ki à Maurice », dénonce Navin Ramgoolam. Poussant le bouchon plus loin, le leader du PTr explique que si ce que dit Sherry Singh s'avère, cela sous-entendrait que toutes les données bancaires ou même les données ayant trait à l'offshore, peuvent être divulguées.

Portée diplomatique

Il met également l'accent sur la portée diplomatique de cette tentative d'intercepter les données. « Il ne faut pas oublier que France Telecom détient 40% d'actions au sein de Mauritius Telecom. Sa réputation est également en jeu », affirme le Dr Ramgoolam. « Quand nou koz fibre optique, ena bane données ki sorti depi l'Afrique du sud, Singapour, de l'offshore. Tout sa là à risque la. Notre réputation est en péril. Tous les secteurs vont

L'Attorney-General, Maneesh Gobin :

« Baseless accusations »



Réagissant sur les révélations de l'ex-CEO de Mauritius Telecom (MT), Sherry Singh, Maneesh Gobin devait les qualifier de « baseless accusations ». Il demande à l'ex-conseiller spécial du PM de faire ce que doit faire un citoyen responsable dans un cas comme celui-ci et ayant trait à la

sécurité nationale : rapporter l'affaire à la police. « Sinon, qu'il se taise », devait lancer Maneesh Gobin.

C'était hier lors de la conférence de presse hebdomadaire du MSM, et Maneesh Gobin, avec le ministre Bobby Hurryram à ses côtés, répondait aux questions de la presse. Les accusations de Sherry Singh n'étaient pas sur l'agenda des ministres du gouvernement, mais le sujet a été abordé durant les questions des journalistes.

L'Attorney-General n'a pas été avare en ce qui concerne les qualificatifs à l'égard de Sherry Singh, parlant même de « syndrome Badhain et Bodha ». Maneesh Gobin disant même que Pravind Jugnauth « n'est l'ami de personne et qu'en tant que PM, il est l'ami du peuple ».

Nando Bodha, du Rassemblement mauricien

« Pravind Jugnauth doit venir s'expliquer devant toute la nation »

Le leader du Rassemblement mauricien (RM), Nando Bodha, estime que Pravind Jugnauth doit s'expliquer sur la gravissime allégation proférée contre lui par l'ex-CEO de Mauritius Telecom (MT), Sherry Singh. C'était vendredi soir lors de l'ouverture d'une branche régionale du Rassemblement mauricien à Souillac.

« Si ce qu'a dit Sherry Singh sur les ondes de Radio Plus sur cette conversation téléphonique entre lui et le Premier ministre est vrai, ce dernier doit venir s'expliquer à la population », a-t-il lancé.

Nando Bodha a ajouté qu'une telle instruction de la part du Premier ministre, si elle a effectivement été donnée, est très grave. Selon Sherry Singh, le PM lui aurait demandé de permettre

à un « third party » d'installer un dispositif pour pouvoir surveiller et intercepter tout le trafic des citoyens mauriciens sur Internet.

Pour Nando Bodha, cela a des implications sur le plan de la sécurité et de l'intégrité nationale. « Si une telle instruction a été donnée par Pravind Jugnauth, il n'est pas digne d'être à la tête du pays », a-t-il lancé. « Nous laissons le PM face à ses responsabilités. »



Samade Jhummun, CEO - Mauritius Finance

« Le 'blacklisting' de Maurice a terni notre réputation. Il nous faut maintenant redorer notre blason ». C'est Samade Jhummun, le CEO de 'Mauritius Finance', qui le dit. Dans l'entretien qui suit, il égrène les défis auxquels sont confrontés nos services financiers, dont l'exode des professionnels du secteur.

■ Zahirah RADHA



« Nous sommes confrontés à un exode de professionnels »

Q : 'Mauritius Finance' a lancé, hier, la première édition du 'Job and Education Fair'. Quel est l'objectif de ce salon ?

Le secteur des services financiers fait aujourd'hui face à un gros défi par rapport au recrutement des professionnels. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'une expansion des activités du secteur exige l'embauche de nouveaux professionnels. Et deuxièmement parce que les 'support services' fournis par des compagnies multinationales présentes à Maurice ont résulté en une hausse du nombre d'emplois disponibles.

Nous faisons parallèlement face à un souci majeur : le 'brain drain'. Nous sommes quelque peu victimes de notre succès puisque nos jeunes professionnels ayant de l'expérience se voient offrir d'énormes opportunités, incluant des salaires plus attrayants, dans des juridictions comme le Luxembourg, le Jersey, les îles Caïmans, le Malte et ailleurs. 600 Mauriciens ont d'ailleurs déjà obtenu des 'works permits' rien qu'au Luxembourg. Nous sommes constamment confrontés à un exode des professionnels.

Ce manque de personnel entraîne une inflation artificielle de salaires. Ce qui provoque, à son tour, une hausse énorme du 'cost of doing business'. Il nous faut donc arrêter cette hémorragie pour ne pas hasarder le secteur.

Q : Êtes-vous confiant d'avoir pu atteindre ce but à travers ce salon ?

Définitivement. Nous visions, à travers ce 'Job and Education Fair', d'informer le grand public sur les opportunités existantes et futures. Les jeunes et leurs parents ont pu interagir avec une vingtaine d'employés. Outre des recrutements effectués sur place, les visiteurs ont pu aussi prendre connaissance des 'schemes' disponibles pour des formations. Nous cherchions également à faire ressortir qu'une qualification dans

la filière des finances n'est pas nécessaire pour travailler dans le secteur. Malheureusement, nous ne pourrions pas atteindre notre objectif dans l'immédiat. Mais je suis confiant qu'avec le travail qu'on a démarré, couplé par le début prochain de certains programmes de formation, nous pourrions attirer plus de jeunes vers ce secteur.

Q : Vous dites qu'il ne faut pas nécessairement avoir une qualification au niveau des finances pour pouvoir obtenir un job dans ce secteur alors que celui-ci est très technique. N'est-ce pas un peu ambigu ?

Vous avez parfaitement raison. C'est un secteur technique. Mais nous n'avons pas besoin des qualifications ayant trait uniquement aux services financiers. Nous avons besoin de personnel à différents niveaux, dont l'IT, les ressources humaines et autres. Il y a malheureusement un 'mismatch' sur le marché du travail. Beaucoup de jeunes diplômés se retrouvent sans emploi parce qu'il n'y a pas de demande pour les cours qu'ils ont opté de faire. C'est pour cela que nous travaillons avec la HRDC pour offrir des cours spécifiques que nous avons besoin. Ces cours débouchent ensuite sur des placements et éventuellement sur des emplois qui permettent aux jeunes de rester dans le secteur. C'est ce que nous faisons depuis les deux dernières années. Cela nous a permis de recruter une centaine de jeunes

l'année dernière. 75% d'entre eux sont restés dans le secteur. Nous avons actuellement une autre campagne qui vise 150 jeunes sans-emplois.

Q : Les cours et les certifications qui sont dispensés par nos établissements d'études supérieures répondent-ils aux besoins du secteur ?

Il y a une liste qui est préparée par la « Higher Education Commission » (HEC). Mais c'est dommage que des cours jugés importants pour les services financiers ne figurent pas sur la liste prioritaire. D'ailleurs, la question n'est pas de savoir si nous avons des cours ou pas, mais plutôt si nous en avons assez. Certains cours dont nous en avons besoin ne sont pas dispensés dans les universités. C'est dommage. Il faut savoir que des jeunes qui suivent certains cours spécifiques en finances sont souvent en présence d'une offre d'emploi avant même qu'ils ne quittent l'université.

Pour mettre un terme au 'mismatch' sur le marché de l'emploi, il nous faut peut-être arrêter certains cours qu'offrent des universités et augmenter d'autres pour lesquels il y a une demande. Au niveau de 'Mauritius Finance', nous travaillons en collaboration avec divers organismes reconnus internationalement concernant certains cours spécifiques liés, par exemple, au 'compliance', 'fund accounting', 'security and investment', 'trust and foundation' et autres.

Il faut que plus d'accent soit mis sur la promotion de nos services financiers, d'autant que nos concurrents sont omniprésents. Si notre présence ne se fait pas remarquer, nous ne serons malheureusement plus l'une des 'preferred jurisdictions' à l'avenir

Ces cours sont très structurés et ne durent pas nécessairement pendant une année ou deux. Ils sont dispensés en ligne, à travers l'« Online Structured Platform », et peuvent être complétés au bout de trois à six mois.

Q : Le secteur des services financiers offre-t-il une sécurité d'emploi ?

C'est un des secteurs qui n'a pas été affecté par la Covid-19. C'est aussi le seul secteur qui n'a pas licencié, mais qui a, au contraire, recruté durant cette période. Le nombre d'emplois dans ce secteur a augmenté de 8% à 10%. Il faut aussi noter que les services financiers emploient plus de 60% de femmes. Les salaires commencent à partir de Rs 25 000 pour un jeune diplômé et peuvent aller jusqu'à plus de Rs 100 000 pour un manager qui a plus de dix ans d'expérience. C'est un secteur démocratique où prime la méritocratie et où les discriminations n'ont pas leur place. Seulement la compétence compte.

Q : Parlons de la situation actuelle des services financiers. Les exigences liées à ce secteur ne sont-elles pas encore plus grandes après l'impact du « blacklisting » de l'Union Européenne (UE) ?

Effectivement, les exigences ont certainement accru. Mais dans l'ensemble, le secteur des services financiers a toujours été régi par des lois, dont celles sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT). Ces lois ont désormais été étendues non seulement aux services bancaires et non-bancaires, mais aussi aux avocats, comptables, 'estate agents' et bijoutiers, entre autres. Nous avons travaillé en collaboration avec les autorités pour pouvoir sortir de cette liste en un temps record. Nous en sommes sortis grandis. Sur les 40 recommandations de la 'Financial Action Task Force', Maurice a pu se conformer à 39. Ce qui est meilleur que Singapour, Londres et l'Europe. Nous attendons le prochain 're-rating' avec l'espoir de pouvoir 'comply' avec la dernière recommandation

qu'il nous reste. Ce qui fera alors de Maurice « *one of the first countries in the world to comply with all the 40 recommendations* ».

Q : Le plus important n'est-il pas de maintenir le cap pour ne plus rechuter ?

Tout à fait. Il est primordial de maintenir cette pérennité afin de ne pas nous retrouver de nouveau sur cette liste. Ce n'est pas parce que nous n'y sommes plus que le régulateur et les autorités ont cessé de faire des inspections. Au contraire, celles-ci se poursuivent de la même façon. Nous devons nous assurer que Maurice soit toujours à la pointe des exigences et des standards requis, que ce soit au niveau du FATF, de l'UE ou de l'OCDE. Il nous faut encore établir certains 'standards', compte tenu de l'évolution de notre façon de faire du business. Nous devons toujours rester à la pointe des avancées.

Q : Maurice a quand même dégringolé à la 87^{ème} position dans le 'Global Financial Centre Indices'. Quels sont les facteurs qui ont mené à cela ?

Normalement, les exigences doivent être respectées. L'image de la juridiction figurent parmi les critères qui sont pris en considération au moment de l'évaluation. Or, le 'blacklisting' de Maurice a joué contre l'image de notre pays. Viennent ensuite les facteurs de la disponibilité des ressources et l'attractivité de 'foreign talent'. Nous devons malheureusement accepter que Maurice soit devenu une 'high tax jurisdiction' pour les individus. Ce qui n'attire pas de nouveaux étrangers au pays, surtout depuis l'introduction du 'solidarity levy'. C'est ce qui explique la baisse du 'ranking' de Maurice comparé aux années précédentes.

Q : Est-ce à dire que Maurice a encore du chemin à faire avant de devenir un centre financier international ?

Écoutez, nous sommes déjà reconnus comme un centre financier dans la région. Maurice est le premier pays auquel pensent les investisseurs quand il s'agit de l'Afrique. Mais le travail ne s'arrête évidemment pas là. Il y a encore beaucoup de défis à relever. Nous devons continuer à évoluer. Je pense personnellement que nous sommes sur la bonne voie, bien qu'il y ait encore beaucoup à faire.

Q : Où en est-on avec le Blueprint qui avait été lancé en 2018 ?

Le Blueprint réalisé par la firme McKinsey visait à doubler la capacité, dont le nombre d'emplois, des services financiers du pays et d'accroître sa contribution au PIB. Le nombre d'emplois a déjà augmenté. Mais cela ne veut pas nécessairement dire que notre capacité augmente. N'oubliez pas que le secteur évolue rapidement aujourd'hui. Le Blueprint datant de 2018 doit être réadapté aux exigences actuelles. Nous continuons

néanmoins de l'implémenter quoiqu'il sera difficile de doubler la production si nous n'avons pas les ressources nécessaires, soit « *the right professionals to do it* ».

Q : Quand l'indépendance de la BoM est remise en question et que des organismes internationaux comme le FMI tire la sonnette d'alarme par rapport à la MIC qui reste sous l'égide de la banque centrale, des répercussions sur les services financiers ne sont-elles pas à craindre ?

Il n'y a pas vraiment de répercussions directes puisque nos clients ne sont pas nécessairement affectés. Ceci dit, quand des recommandations sont faites par des instances internationales, nous devons nous assurer qu'elles soient prises en compte. Quant aux recommandations faites par la Banque Mondiale et le FMI, les autorités devront tôt ou tard trouver une solution pour s'assurer que Maurice ne soit pas affecté.

Q : Que faut-il faire pour redynamiser les services financiers de sorte à ce qu'ils ne restent pas statiques ?

Le 'blacklisting' de Maurice a terni notre réputation. Il nous faut maintenant redorer notre blason. Le gouvernement doit faire beaucoup d'exercices de promotion pour augmenter la visibilité de nos services financiers. Faisons une simple comparaison. Le budget prévoit Rs 400 millions pour le tourisme qui contribue à hauteur de 7 à 8% du PIB. Par contre, les services financiers, qui contribuent plus de 13% directement au PIB, n'ont pas eu la même considération. Il faut que plus d'accent soit mis sur la promotion de nos services financiers, d'autant que nos concurrents sont omniprésents. Si notre présence ne se fait pas remarquer, nous ne serons malheureusement plus l'une des 'preferred jurisdictions' à l'avenir.

Q : À qui incombe-t-il de faire cette promotion en l'absence d'une structure qui y soit dédiée ?

Il y a un département au niveau de l'EDB qui s'en occupe. Il faut toutefois augmenter notre présence sur le terrain au niveau international, car nos clients ne sont pas basés à Maurice. Il nous faut identifier des marchés spécifiques au niveau de l'Afrique, l'Europe et l'Inde, et faire des campagnes ciblées.

Q : Face à nos concurrents que sont le Dubaï, le Singapour et l'émergence du Gujarat International Finance Tec-City (GIFT City), n'y a-t-il

pas une urgence de réinventer et repositionner nos services financiers ?

La compétition est constante et sera toujours présente. Nous n'avons pas de contrôle sur ce que font nos concurrents. Par contre, à notre niveau à Maurice, nous ne devons pas 'shoot ourselves in the foot'. Nous

devons continuer à évoluer par rapport au 'cost of doing business' et l'ease of doing business'. Ces facteurs restent nos atouts pour attirer les clients à Maurice. Nous avons beaucoup changé les lois au cours des cinq dernières années. Nous avons aussi de nouveaux produits. Mais notre 'bread and butter' demeure les

produits que nous avions initialement, bien que nous continuions à venir avec des produits innovants.

Le 'Variable Capital Company' (VCC) sera ainsi un 'game changer' et il entraînera probablement une hausse du nombre de fonds d'investissements. Les 'digital assets' et 'initial tokens', régis par la 'Virtual Asset and Initial Token Offering Services (VAITOS) Act' en vigueur depuis février, sont aussi prometteurs. Ce sont des produits d'avenir sur lesquels nous devons mettre l'accent. Mais 'make no mistake', nous devons aussi maintenir notre ancien pôle de croissance.

Q : Le Rwanda, qualifié comme le 'Singapore of Africa', ne risque-t-il pas de nous surprendre ?

Bien sûr, mais il n'y a pas que le Rwanda. Singapour, GIFT City et

Dubaï sont aussi des challengers auxquels Maurice doit faire face. Notre seul avantage, c'est que nous sommes présents depuis les trente dernières années. Aujourd'hui, nous avons une 'proven and tested jurisdiction'. Nous avons la stabilité économique et politique. Beaucoup de nos clients préfèrent Maurice en raison de notre 'risk mitigating platform'. Par contre, il y a beaucoup de risques qui sont toujours associés au Rwanda qui, je le pense, reste un concurrent sérieux pour nous à l'avenir. C'est pour cela qu'il ne nous faut pas dormir sur nos lauriers. Nous devons redoubler d'efforts pour rester compétitif à l'international.

Q : Est-ce une tâche facile. D'autant que cette « stigmatisation » de paradis fiscal nous colle souvent à la peau ?

Je le dis haut et fort : Maurice n'est pas un paradis fiscal. Notre régime fiscal est approuvé par l'OCDE et l'UE et nos lois sont révisées régulièrement. Maurice est d'ailleurs l'un des premiers pays en Afrique à avoir conclu un accord avec l'OCDE concernant l'échange d'informations au niveau international. Il n'y a aucune 'harmful tax practices' dans notre régime.

Q : Quelle est votre vision pour ce secteur, prenant en compte le contexte actuel et les défis à venir ?

Comme je l'ai dit, nous devons à tout prix maintenir notre 'cost of doing business' et notre 'ease of doing business'. Il nous faut aussi établir une 'priority field of study' au niveau de l'éducation, comme au Singapour, pour assurer que nous avons le nombre de personnes qui peuvent travailler dans le secteur, mais aussi que nous avons la relève qu'il nous faut en termes de 'manpower'.

Nous avons un nombre élevé de jeunes chômeurs alors qu'il nous faut absolument du personnel dans certains secteurs. Pourquoi continue-t-on de financer des cours universitaires qui ne débouchent sur aucun emploi ? Pourquoi ne pas miser sur des formations qui canaliseront les jeunes vers un emploi ? Il faut régler ce problème de 'mismatch'. N'oubliez surtout pas que nous sommes confrontés à un vieillissement de la population. Il nous faut une stratégie pour pouvoir pallier à la demande qui viendra éventuellement.

Il faut aussi que notre économie soit plus ouverte. Une partie du travail a été fait, mais il nous reste encore beaucoup à faire sur le plan économique. Quant aux services financiers, je suis confiant que le secteur continuera de progresser, et faisant de Maurice un 'high income country'.

« Quant aux recommandations faites par la Banque Mondiale et le FMI, les autorités devront tôt ou tard trouver une solution pour s'assurer que Maurice ne soit pas affecté »



Nous avons un nombre élevé de jeunes chômeurs alors qu'il nous faut absolument du personnel dans certains secteurs [...] Il nous faut régler le problème de mismatch

Annulation d'une collecte de sang à la dernière minute à Dagotière

Des conseillers dénoncent un acte de « malveillance politique »

Alors que des conseillers du village de Dagotière et des forces vives de cette localité avaient organisé une collecte de sang, le ministère de la Santé devait faire capoter cet exercice, cela alors que la banque de sang a un besoin aigu en sang. Les conseillers et les forces vives voient rouge de leur côté et dénoncent un acte de « malveillance politique ».

Des conseillers du village de Dagotière, avec l'appui des forces citoyennes de ce village, dont Force Vive de Dagotière, Dagotière Social Group et Dagotière Sports Club, avaient prévu une collecte de sang aujourd'hui, dimanche 3 juillet 2022, sous les auspices du 'National Blood Transfusion Service'. Le 23 mai dernier, les organisateurs avaient déjà reçu le feu vert du ministère de la Santé d'aller de l'avant, et les invitations et autres pamphlets avaient déjà été envoyés aux habitants de la région et des banderoles avaient déjà été fixés à chaque coin de rue.

Mais les choses devaient prendre une autre tournure. Selon le conseiller de village qui était à l'origine de cette initiative, le mercredi 29 juin, il a reçu un premier appel d'un officier du ministère de la Santé, lui disant qu'il y avait un problème au niveau du 'Caravane de santé' (l'unité mobile du ministère qui effectue la collecte de sang). L'officier du ministère devait toutefois lui offrir une autre option : procéder avec la collecte de sang sous une tente sur le parking de la Résidence NHDC à Upper Dagotière. Mais le même jour, le conseiller a reçu un autre appel du ministère qui lui informait qu'il y avait un manque de personnel pour procéder avec la collecte de sang, et qu'il fallait annuler cet exercice.

Selon le conseiller de village, le lendemain, jeudi 30 juin, il a reçu un autre appel de la part du ministère où on lui a informé que la décision d'annuler cette collecte de sang « venait d'en haut ». Le conseiller du village de Dagotière ne décolère plus. « On a annulé cette collecte

de sang à la dernière minute alors que tous les préparatifs avaient déjà été complétés au niveau des associations. Il y a un manque aigu de sang au niveau de la banque de sang, raison pour laquelle j'avais organisé cette collecte de sang, dans le but de venir en aide aux personnes nécessitant une transfusion sanguine. Je suis abasourdi par l'attitude de ceux au pouvoir. Comment peut-on faire une chose pareille ? », fustige-t-il. Il affirme même qu'il y a une « vengeance politique qui est à l'origine de cette annulation ».

Est-ce qu'une restriction sanitaire quelconque pouvait avoir motivé la décision du ministère de la Santé ? À cela, le conseiller du village nous répond par la négative, vu l'enlèvement des restrictions sanitaires dans le pays à partir du 1^{er} juillet 2022, y compris la limite de 50 personnes dans les rassemblements. Le conseiller avance qu'il ne compte pas rester les bras croisés suite à cet incident.

Landscape of Mauritius

« Harcèlement » des employés pour leur faire accepter un plan d'assurance

Enième pomme de discorde entre la direction de Landscape of Mauritius et les employés : en effet, la direction a choisi le « harcèlement » pour forcer les employés à contribuer à un plan d'assurance, qui ne garantirait aucun retour aux employés.

En effet, selon les dires de plusieurs employés qui ont pris contact avec nous, ils seraient « harcelés » par le nouveau responsable des ressources humaines. Ce dernier veut à tout prix que les employés paraphent le contrat relatif à leurs conditions de travail. Or, selon ces employés, parapher ce document tel qu'il est rédigé voudrait

dire qu'ils accepteraient que leur plan d'assurance change de régime, soit de « defined benefit » à « defined contribution ». Sous le premier plan d'assurance, celui de « defined benefit », le retour des contributions des employés leur est garanti alors que sous le deuxième plan, celui de « defined contribution », leur contribution est investie dans des secteurs décidés par la direction de Landscape elle-même.

Là où le bât blesse, selon un employé : « si la compagnie où Landscape a investi enregistre des pertes, nous ne toucherons rien. Nous ne voulons pas de ce genre de plan d'assurance non-

sécurisé. Nous voulons contribuer à un plan qui générera un retour pour nous si nous sommes malades ».

Selon nos interlocuteurs, le nouveau responsable des ressources humaines, quand il ne donne pas dans le « harcèlement », organiserait des rencontres individuelles, ou par groupes d'employés, « nous leurrant avec des promesses de promotion ou autre augmentation salariale ». Le bâton et la carotte, quoi...

Ils comptent chercher un avis légal sur cette question, nous ont-ils laissé entendre.

Prix de bœuf sur patte a Rs 170 le kilo

Le SUAC

« Ene dominer contre la communauté »

C'est connu depuis vendredi : le prix du kilo de bœuf sur patte a été fixé à Rs 170 pour le Qurbani. Un prix que le Sunniy Ulama & Aimmah Council (SUAC) trouve « exagéré et injuste ». « C'est ène dominer ki pe faire avec la communauté », devait dénoncer le SUAC dans un communiqué émis hier, samedi 2 juillet.

Avant que le prix ne soit fixé à Rs 170 le kilo, le gouvernement avait laissé entendre qu'il allait être fixé à Rs 163.50 le kilo. Or, Socovia, la compagnie importatrice de bétail, qui jouit d'un monopole de longue date, avait menacé de se tourner vers la justice si le gouvernement allait de l'avant avec ce prix de Rs 163.50. Le gouvernement s'est-il plié face à cette menace ?

Quoi qu'il en soit, le Sunniy Ulama & Aimmah Council (SUAC) trouve que ce prix représente un profit net de plus de seize millions de roupies, plus précisément Rs 16 250 000, que l'importateur empoche avec ce prix de Rs 170 le kilo contre Rs 163.50 initialement. Ce qui fait, toujours selon le SUAC, que le prix du kilo de bœuf a augmenté de Rs 19 par rapport à l'année dernière.

Le SUAC trouve « scandaleux » le fait qu'à chaque fois à l'approche de l'Eid-ul-Adha, il y a une pénurie de bœufs sur le marché. Cette plateforme parle même d'une « pratique mafieuse qui dicte le prix pour le Qurbani ».



À la SMF

Des soldats privés de leur droit de prière

Des soldats de la 'Special Mobile Force' (SMF) disent être privés de leur droit à la prière de vendredi. Cela malgré une circulaire du ministère du Service civil leur autorisant deux heures de 'time off' pour ce devoir religieux. Les soldats lancent un pressant appel au Commissaire de police d'intervenir.

Des soldats de la 'Special Mobile Force' (SMF), de foi musulmane, qui nous ont parlé sous couvert d'anonymat, ne

comprennent pas pourquoi, à chaque vendredi, entre 12 h 30 et 14 h, alors qu'ils doivent effectuer la prière du vendredi ('swalaat-ul-Jumma'), ils sont appelés à s'acquitter de certaines tâches, alors que, selon eux, leurs collègues jouent aux cartes ou roupillent à cette heure.

« Si durant cette tranche d'heure, il y a des choses importantes à faire, comme par exemple assurer la sécurité du pays, nous serons présents. Mais systématiquement, on nous donne des

choses à faire, précisément durant cette tranche d'heure », soulignent-ils.

Sollicité pour un commentaire, un haut gradé de la force policière nous explique qu'il se pourrait qu'il y ait des séances d'entraînement à cette heure précise, donc c'est normal que les soldats ne puissent pas avoir ces deux heures de 'time off' pour se rendre à la prière de vendredi. Il nous précise que tout cela reste à la discrétion du commandant de la SMF. Mais nos interlocuteurs ont été

catégoriques : « Il n'y a pas de séance d'entraînement durant cette fourchette. »

Pour ces derniers, il s'agirait d'un « acte délibéré » pour les retenir. Un autre haut gradé de la force policière n'hésite pas à nous dire qu'« il y a cet élément de méchanceté gratuite et de malveillance aussi ». Ces soldats qui se voient privés de ce droit fondamental demandent au Commissaire de police d'intervenir pour remédier à cette situation.

Hausse des prix des produits de consommation courante

Pilule amère

Après l'enlèvement des subsides sur les produits de consommation courante, la situation pour les consommateurs devient de plus en plus précaire et la population fait actuellement face à une flambée des prix plutôt effrayante. Deux mères de familles nous décrivent leurs difficultés au quotidien pour faire rouler leur cuisine, et là, nous sommes bien loin du 'feel good factor' du ministre Joe Lesjongard.

Stéphanie Sagum est la mère de trois enfants qui fréquentent encore le collège. Elle est conseillère à la clientèle dans une entreprise sise à Ebène. Elle-même et son mari travaillent dur pour le bien-être de leurs enfants, mais n'arrivent pas à joindre les deux bouts face à la cherté de la vie.

Stéphanie Sagum ne cache pas son désarroi en ce qui concerne la flambée des prix. « *Cela devient de plus en plus dur pour nous car nous devons trouver encore plus d'argent pour subvenir aux besoins de la famille. Nou nepli koner ki nou pou fer* », nous dit-elle. « *La vie devient trop chère.* » « *Faire les courses à la fin du mois et acheter des légumes au marché nous donne déjà mal à la tête. L'argent que nous recevons à la fin du mois s'épuise très rapidement, et il ne reste plus grand-chose pour faire rouler la maison jusqu'à la prochaine fin de mois* », ajoute-t-elle.

Avec son salaire, elle dispose d'une somme d'environ Rs 10 000 par mois. Stéphanie avait l'habitude d'allouer une somme de Rs 2 000 pour les produits surgelés comme les burgers et les saucisses de poulet. Mais en ce moment, elle doit déboursier une somme de Rs 3 000 pour les achats de ces produits surgelés. Idem pour l'achat d'autres aliments. Par exemple, en ce qui concerne l'huile comestible, elle n'aurait jamais pensé que le prix aller prendre l'ascenseur aussi rapidement. « *Dès lors, il faut faire une croix sur certaines choses que nous avions l'habitude d'acheter et de ne prendre uniquement les choses essentielles, tels que les produits de base* », lâche-t-elle, résignée. Qu'en est-il de l'allocation de Rs 1 000 comme mentionné dans le dernier budget ? « *Cela fondra comme neige au soleil* », nous indique Stéphanie.



Anita, veuve, est la mère de deux enfants qui sont encore au collège. Elle travaille dans une villa à proximité de sa maison et reçoit une pension de Rs 9 000 de la part du gouvernement. Elle est en proie à une certaine angoisse, ne sachant pas trop ce que l'avenir lui réserve. Chaque jour, elle doit trouver un moyen pour préparer les repas de ses enfants. Elle doit aussi travailler

dur pour pouvoir payer les leçons particulières de ses enfants et s'acquitter des frais d'examens de ces derniers. « *C'est pénible pour moi. Kuma pou viv ? Tout devient cher. Je ne sais plus à quel saint me vouer. Je ne sais plus quoi faire. Comment vais-je faire pour survivre ?* », nous lance-t-elle d'un ton las.

786 / 92

Founded in 1998 - Registered No. 5502

DAR-UL-ULOOM
MAJLIS-E-RAZAA

Eid-ul-Adha Mubarak

MOSQUE ROAD, PLAINE DES PAPAYES
Tel : 266 2230 / Fax: 266 9377

EID-UL-ADHA est célébrée le 10^{ème} Zil-Hadj d'après le Calendrier Islamique. A cette occasion, c'est 'Mustahab' (recommandé) de :-

- (1) Faire le Ghoucel
- (2) Mettre ses meilleurs habits, de préférence en blanc
- (3) Mettre de l'attar
- (4) Faire le Namaz Fajar au Masjid de votre localité
- (5) Aller de bonne heure au Masjid pour le Namaz d'EID-UL-ADHA
- (6) Procéder par une route différente
- (7) Faire beaucoup de charité aux nécessiteux
- (8) Souhaiter EID-UL-ADHA Mubarak aux amis et aux parents
- (9) Lire le Takbeer à haute voix en chemin
- (10) Ne pas manger avant le Namaz EID-UL-ADHA
- (11) Pour celui qui accomplit le Gurbani, c'est meilleur de manger la viande du Gurbani
- (12) Faire 'Musaafaha' avec tous les frères Musulmans après le Namaz d'EID-UL-ADHA

TAKBEER - TASHREEQ

C'est Waajib de lire le Takbeer-e-Tashreeq depuis le 9^{ème} Zil-Hadj après le Namaz Fajar jusqu'au 13^{ème} Zil-Hadj après le Namaz Assar y compris après le Namaz d'EID-UL-ADHA.

TAQBEER - TASHREEQ:
Allahu Ackbar, Allahu Ackbar, La Haaha Illallah Allahu Ackbar, Allahu Ackbar Wa Lillahlil Hamd.

LE QURBANI

Le Gurbani est Waajib (obligatoire) sur chaque Croyant libre qui n'est pas en voyage et qui possède une certaine richesse (Sahibé-Nisaab) en bien, en or ou en argent sur lequel on doit tirer le Zakate. Toute personne qui est 'Sahibé-Nisaab' doit accomplir le Gurbani. Le Saint Prophète (S.A.W) a dit:

- (1) L'action la plus aimée par Allah Taala le jour d'EID-UL-ADHA, c'est d'accomplir le Gurbani.
- (2) Celui qui en a le moyen et n'accomplit pas le Gurbani qu'il ne s'approche pas de mon Eidgaah.

DAR-UL-ULOOM
MAJLIS-E-RAZAA
a le plaisir de vous rappeler
Les Principes et les Invocations
afférent au Qurbani

(1) Avant même de placer sur le sol l'animal à être abattu, il nous faut faire l'invocation suivante:

Inni Wajjahtu Wadjhiya
Lillazi Fataras-samâwâti
Wal Ardoua Hanifaon
Wa Mâ Ana Minal Mushrikine
Inna Swalâti Wa Nusuki
Wa Mah-yâya
Wa Mamâti Lillâhi
Rabbil 'âlamine Lâ Sharika Lahou
Wa Bi Zâlika Umirtu
Wa Anâ Minal Muslimine.

(3)

(2) Ensuite, il faut que l'animal soit couché sur le sol sur son côté gauche qui fera face au Ghiblah. Nous placerons notre pied droit sur la partie avant de son corps (l'épaule). Ceci fait, nous procéderons à l'abattage de l'animal au moyen d'un couteau bien tranchant en prononçant l'invocation suivante :-

**Allâhoumma Laka Wa Mineka
Bismillâhi Allâhu Akbar**

(3) Maintenant, il nous est recommandé au cas où l'animal nous appartient de faire l'invocation suivante :-

Allâhoumma Taqab-bal Minni
Kamâ Taqab-balta Mine Khalilika
Ibrâhima Alâihis-Salaam Wa Habibika
Muhammadin Swallâllâhou Ta'âla 'Alâihi
Wa Sallam.

(4)

(4) Cependant, au cas où l'animal n'est pas notre propriété, nous apporterons le changement suivant à l'invocation qui précède: nous remplacerons le mot souligné "Minni" par "Mine" et nous y ajouterons le nom de la personne - ou les noms des personnes, au cas où il y en a plusieurs - à qui l'animal appartient.

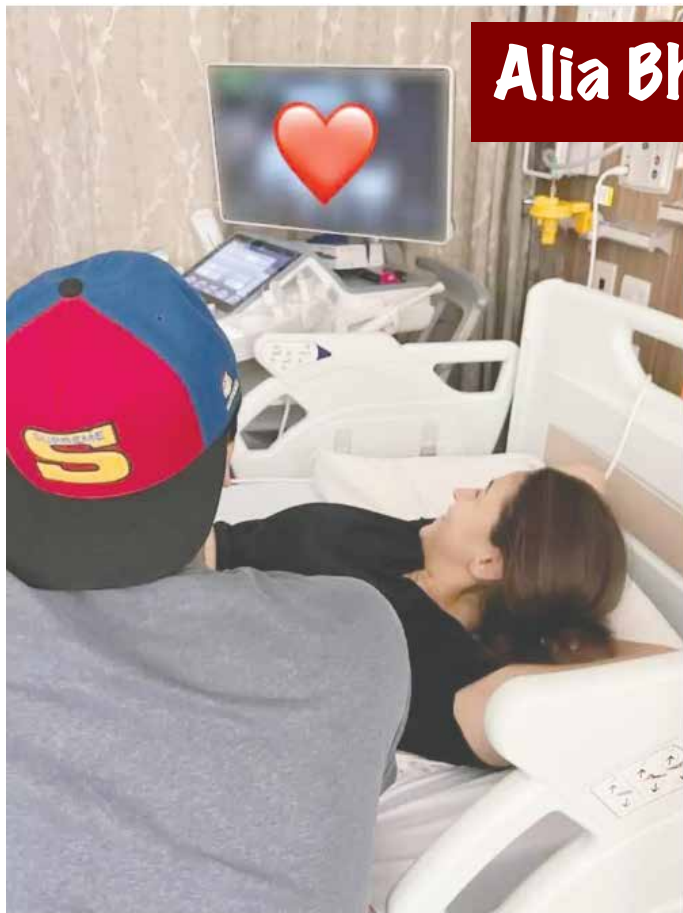
Le Dar-ul-Uloom fait la collecte de la viande du Gurbani le 10^{ème}, 11^{ème} et 12^{ème} Zil Hadj. Les intéressés peuvent déposer la viande au Dar-ul-Uloom Majlis-e-Razaa, Mosque Road, Plaine des Papayes de 9.00 a.m jusqu'à 10.00 p.m. Téléphonez sur le 266 2230 - 5792 2418.

JAZAAKUMULLAH.

La Direction :
Dar-ul-Uloom Majlis-E-Razaa

Distribution Gratuite - Aucune vente n'est autorisée
Conception par: Westprint Co. Ltd. Tel: (230) 211 7685 / 210 8309
Email: westprint@intnet.mu

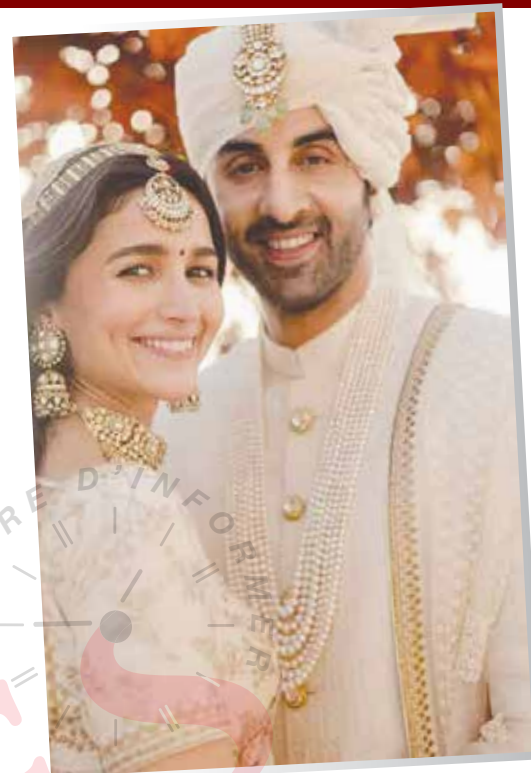
(5)



Alia Bhatt et Ranbir Kapoor bientôt parents

Alors que nous pensions que les nouvelles ne pouvaient pas être plus gaies, Alia Bhatt a annoncé sa première grossesse sur les médias sociaux ! L'actrice a ainsi partagé une photo d'elle-même et de Ranbir Kapoor sur Instagram, avec la légende suivante : « Notre bébé arrive bientôt ». Cette photo a été prise dans un hôpital, où l'on voit le couple fixer un écran d'échographie. C'est en effet une nouvelle majeure pour les fans d'Alia Bhatt et de Ranbir Kapoor.

Les tourtereaux, qui se sont mariés le 14 avril 2022, ont vécu l'un des mariages Bollywoodiens les plus féeriques de tous les temps. Il faut dire que 2022 est une année plutôt spéciale pour Alia Bhatt et Ranbir Kapoor, pour plus d'une raison. Ils se sont mariés, leur premier enfant est en route et c'est l'année où sortira Brahmastra, leur premier film ensemble, en salle.



Sooraj Pancholi veut un mandat d'arrêt contre Rabia Khan

Par l'entremise de son homme de loi, Sooraj Pancholi a demandé à un tribunal de Mumbai d'émettre un mandat d'arrêt contre Rabia Khan, qui se trouve à Londres. Selon lui, cette dernière se soustrait intentionnellement aux convocations du tribunal.

Pour rappel, l'actrice Jiah Khan

avait été retrouvée morte à son domicile en 2013. L'affaire est considérée comme un suicide, mais la mère de Jiah Khan, Rabia Khan, pense qu'elle a été assassinée par son ex-petit ami, Sooraj Pancholi. Ce dernier avait été mentionné dans une note de suicide écrite par Jiah Khan, et

découverte par la police, qui avait arrêté Sooraj Pancholi, l'accusant d'avoir aidé Jiah Khan à se suicider.

Pour le moment, le juge veut connaître le 'stand' de la police avant d'émettre un mandat d'arrêt contre Rabia Khan. L'affaire reprendra le 7 juillet.

L'actrice d'Ishq Vishk, Shenaz Treasury, est atteinte de prosopagnosie

Shenaz Treasury est devenue célèbre grâce à son interprétation d'Alisha dans le film Ishq Vishk, sorti en 2003. Après quelques films, Shenaz s'était tenue à l'écart de Bollywood, malgré une présence très remarquée sur les réseaux sociaux.

Quelques jours de cela, elle a révélé sur Instagram qu'elle était atteinte de prosopagnosie. Pour ceux qui l'ignorent, la prosopagnosie est un trouble où la personne atteinte éprouve des difficultés à se souvenir des visages d'autres personnes. Shenaz a ainsi expliqué qu'elle a des difficultés à se souvenir des visages des gens, mais qu'elle se souvient d'eux par leur voix.

Outre Ishq Vishk, des films tels que Right, Radio, Delhi Belly, s'occupe d'un blog

Shenaz avait joué dans que Umar, Aagey Se Luv Ka The End, entre autres. Elle actuellement de voyage.



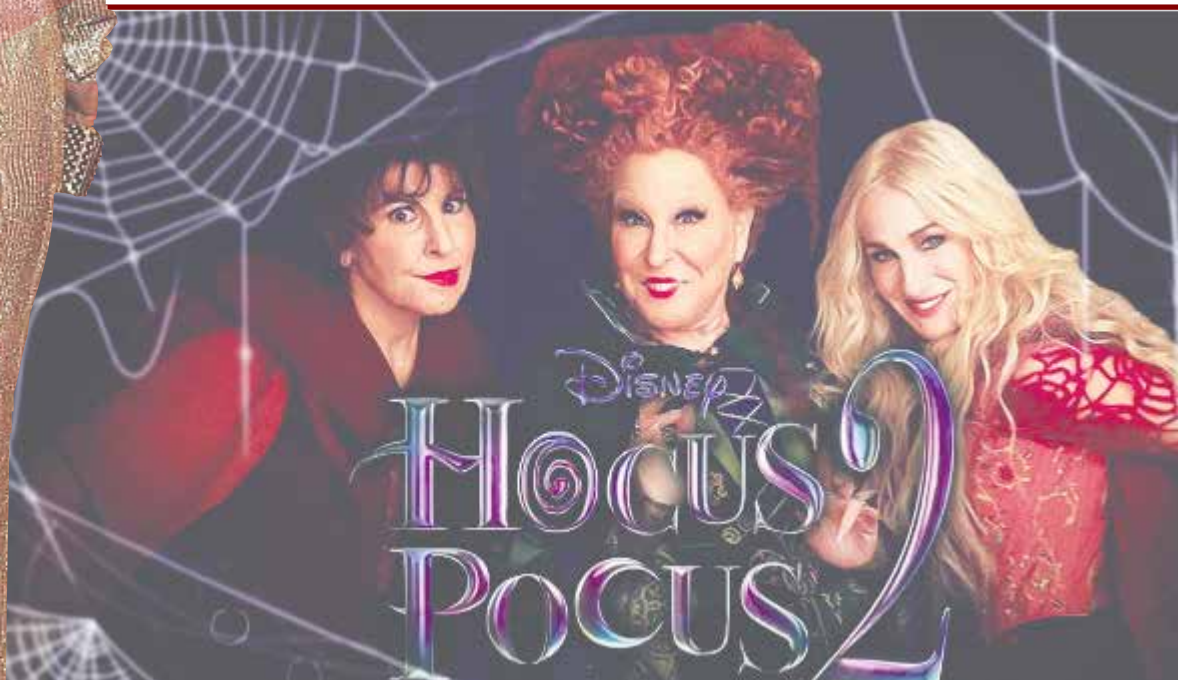
Un premier teaser intrigant de 'Phone Bhoot'

Katrina Kaif a partagé un teaser super mignon de sa prochaine comédie d'horreur, Phone Bhoot. Le teaser semblait effrayant au début, pour ensuite révéler un logo adorable : celui d'un fantôme dans un drap blanc, donnant l'impression finale d'une histoire vraiment amusante. Il faut dire que ce logo, a augmenté le buzz autour de ce film à venir.

Le film met en scène Katrina Kaif, Siddhant Chaturvedi et Ishaan Khatkar dans les rôles principaux. C'est la première fois que ces trois stars collaborent pour un film, dont la sortie est prévue le 7 octobre 2022.

**R. Kelly
condamné
à 30 ans
de prison
pour crimes
sexuels**

Six femmes ont été les principales accusatrices rapporte Le Parisien, dont certaines ont affirmé avoir été droguées pour être violées, forcées d'avorter et contaminées par des maladies sexuellement transmissibles. À noter que le chanteur avait épousé la chanteuse Aaliyah dans les années 90, décédée depuis dans un crash d'avion, alors qu'elle n'avait que quinze ans. Il a été accusé d'avoir corrompu un fonctionnaire de l'État de l'Illinois en 1994 et ce dans le but d'obtenir de faux documents afin de se marier avec la mineure.



Disney dévoile la bande-annonce

vos enfants à l'abri ! Oui, Salem, on est de retour ! » Et lorsqu'on leur demande si elles vont mettre l'ambiance, elles répondent : « Vous n'avez pas idée ! » Les fans trépignent déjà d'impatience. Le film sera disponible en streaming sur Disney+ à partir du 30 septembre.

Pour travailler avec des enfants en situation de handicap

Un test psychométrique lors de l'entretien d'embauche préconisé

Après qu'un employé, Ibrahim Sorefan, âgé de 24 ans, ait été arrêté pour attouchements sexuels sur des élèves en situation de handicap à l'école des malentendants à Beau-Bassin, plusieurs interrogations subsistent. Comment assurer une meilleure protection aux élèves vulnérables afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise ? Les critères de recrutement doivent-ils être revus ? Quels seront les effets à long terme sur les enfants ? Des éléments de réponse avec la psychologue Azeemah Beehary.



Ibrahim Sorefan, un orthophoniste âgé de 24 ans, employé à l'école des malentendants à Beau-Bassin, est accusé de s'être livré à des attouchements sexuels sur des enfants en situation de handicap. Ce dernier a été arrêté par la police et a comparu devant la cour de district de Rose-Hill le 23 juin. Le magistrat lui ayant refusé la liberté conditionnelle, il a été reconduit en détention policière. L'enquête policière permettra de situer les responsabilités et de déterminer comment une telle situation ait pu se produire.

Comment expliquer l'immoralité d'un homme qui s'acharne à faire du mal sur des enfants vulnérables ? La psychologue Azeemah Beehary pense que cet homme souffre peut-être lui-même des problèmes d'ordre psychologique. En général, quand il s'agit des agresseurs sexuels, il est important de savoir ce qui s'est passé dans leur vie et dans leur esprit, ce qui a nui à leur capacité d'empathie avec les personnes qu'ils ont abusées. Dans de nombreux cas, les agresseurs ont été psychologiquement endommagés, rabougris ou traumatisés à un moment de leur vie, et par la suite, ils auront tendance à développer un comportement où ils dégraderont et déshumaniseront leurs victimes, que ce soit des hommes des femmes, ou des enfants.

Toutefois, il faut aussi noter que dans certains cas, le motif de l'agresseur s'explique par le fait qu'il ressent un désir de se sentir puissant. Certains hommes qui se livrent à des abus sexuels croient qu'ils ont le droit d'avoir ce qu'ils veulent. Lorsqu'ils sont confrontés à des interdits ou à un rejet, ils peuvent se sentir impuissants et finissent ainsi par se tourner vers les agressions sexuelles pour restaurer un sentiment de pouvoir.

Les critères de recrutement doivent-ils être revus ?

Dans le sillage de cette affaire, de nombreuses personnes, dont des parents angoissés, se demandent aussi comment une telle personne ait pu passer en dessous du radar pour être embauchée dans une école spécialisée auprès des

enfants vulnérables. Comment se passe le processus de recrutement de formateurs dans les écoles spécialisées où il y a des enfants vulnérables ? Sur quelle base ces employés sont-ils recrutés ? Les critères de recrutement doivent-ils être revus ?

En ce qui concerne les critères requis pour le recrutement d'un employé pour le poste d'enseignant ou de thérapeute dans une école spécialisée, Azeemah Beehary nous explique que cela varie en fonction du poste. En général, le candidat doit avoir un diplôme supérieur universitaire. L'employeur vérifie en principe si le candidat a un bon caractère et s'il peut démontrer de bonnes capacités de communication, d'écoute et d'empathie envers les enfants vulnérables. Mais dans ce contexte, il est important que les recruteurs voient aussi de près son expérience de travail ou les stages qu'il a effectués. Certaines institutions demandent également le certificat de moralité, et il serait souhaitable que cette pratique se généralise.

Azeemah Beehary plaide ainsi à ce que le certificat de moralité, du moins pour les demandeurs d'emplois auprès des enfants vulnérables, inclue le parcours du demandeur dans les établissements où il a fait ses études (que ce soit au niveau primaire, secondaire ou tertiaire). Il est aussi important que lors de l'entretien, le candidat prenne part à un test psychométrique qui permettra d'évaluer ses motivations à postuler pour un tel emploi, ses valeurs, ses préférences, ses traits de personnalité positifs et négatifs.

La vigilance des parents peut-elle prévenir de tels actes ?

Selon Azeemah Beehary, les parents doivent porter une attention spéciale à ce que leur enfant est en train de faire ou d'apprendre à l'école. Cela s'applique pour tous les enfants, qu'ils ont été admis dans une école spécialisée ou dans une école normale.

« Les parents doivent poser des questions », explique la psychologue. Les réponses des enfants, avec ou sans handicap, s'ils ont subi un traumatisme, seront les mêmes. Les signes physiques et comportementaux suite à un abus

sexuel ou autre maltraitance seront aussi les mêmes. Toutefois, pour certains des enfants en situation d'handicap, certains changements peuvent être plus difficiles à associer à l'abus sexuel ou à la maltraitance.

Deuxièmement, les parents doivent enseigner à leur enfant le développement sexuel approprié, et cela dans un langage le plus simple possible. « Tous les enfants doivent connaître les parties du corps humain et quelles sont les parties sexuelles privées », explique-t-elle. Ensuite, les enfants doivent comprendre la différence entre un bon et un mauvais toucher. « Ils doivent savoir que personne n'est autorisé à chatouiller ou à jouer avec leurs parties sexuelles privées », fait ressortir la psychologue. Quelle que soit la capacité de communication de l'enfant, on peut lui apprendre comment dire « non » à travers des mises en scènes.

En dernier lieu, il faut mettre en place des modes de communication alternatifs, afin que même un enfant qui souffre de troubles de communication puisse signaler si quelqu'un enfonce les règles sur l'intimité corporelle qu'il a apprise.

Des effets graves sur la santé mentale des enfants

Quels seront les effets de ces agissements sur la santé mentale d'un enfant qui fait déjà face à une situation de handicap ? Le psychologue Azeemah Beehary nous indique que si des enfants en situation de handicap ont

subi des abus sexuels, le traumatisme et autres effets négatifs seront graves. « Les enfants en situation de handicap, contrairement aux enfants qui connaissent un développement normal, — sont généralement moins susceptibles de se remettre spontanément d'un événement », fait-elle ressortir.

Y a-t-il des moyens pour permettre à ces enfants de surmonter ce traumatisme ? La psychologue nous explique que des interventions sont possibles, telles que la thérapie cognitivo-comportementale axée sur les traumatismes, la thérapie connue comme 'Eye Movement Desensitization and Reprocessing' (EMDR), la thérapie par le jeu et la thérapie interactive parent/enfant. Toutes ces thérapies sont utilisées pour aider ces enfants à surpasser l'événement traumatique, nous indique la psychologue.



Azeemah Beehary, psychologue

L'Allied Health Professional Council Act mis au rencart

Nous avons aussi eu la version du psychologue Krishna Seeballuck en ce qui concerne le recrutement. Celui-ci nous explique que l'Allied Health Professional Council Act avait été voté en 2017. Cette loi prévoit la mise sur pied d'un Conseil qui serait responsable de déterminer les critères de recrutement pour certains professionnels. Selon nos informations, aucun conseil n'est actif en ce sens, comme requis par l'Allied Health Professional Council Act. Les employeurs ne suivent plus les dispositions de cette loi avant de recruter toute personne qui s'occuperait des enfants en situation de handicap.

Cette loi exige aussi que ces derniers puissent fournir un certificat de moralité. Mais, dans le cas d'Ibrahim Sorefan, ayant un casier judiciaire vierge, cela n'aurait pas empêché son recrutement. D'autre part, Krishna Seeballuck met l'accent sur le fait que les personnes travaillant avec les enfants vulnérables doivent être formées pour pouvoir évaluer et déterminer les signes comportementaux et physiques d'un enfant qui est abusé ou maltraité. Il pense aussi que les parents doivent être formés pour pouvoir éduquer leurs enfants à mieux comprendre ce sujet et à se protéger efficacement.

À Chebel

Victime d'un grave accident de travail, Patrick Dubois, un maçon et père de famille, est cloué au lit. Alors qu'il ne sait comment faire pour régler les mensualités de sa maison de la NHDC, et alors que sa petite famille essaie de survivre par tous les moyens, il lance un pressant appel à l'aide auprès des Mauriciens.



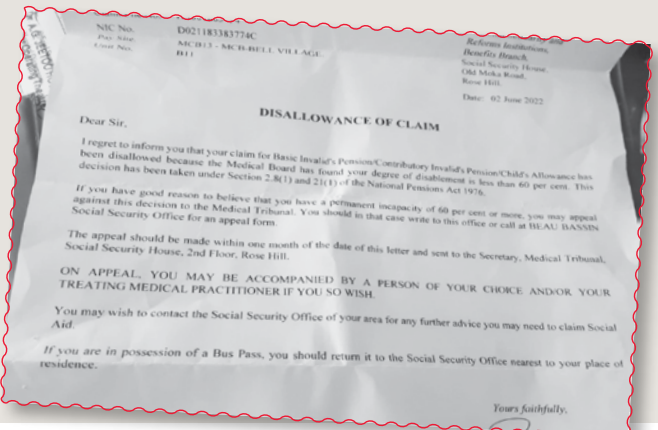
Patrick Dubois, un maçon de 49 ans, sa femme Kavita Heeralall, et leur jeune fils habitent à la Résidence Lotus à Chebel. La famille ne sait plus à quel saint se vouer. Patrick a été victime d'un grave accident sur son lieu de travail en mars 2022. Il avait fait une lourde chute et s'était grièvement blessé, et avait été transporté d'urgence à l'hôpital Dr. Jeetoo.

Ayant subi une grave fracture dans l'une de ses jambes, il ne pourra pas marcher d'aussitôt, selon le diagnostic des médecins. Depuis, Patrick Dubois se retrouve cloué au lit. Ce malheur survient alors qu'il est le seul gagne-pain de la famille. Qui plus est, Patrick Dubois venait d'acquérir une maison auprès de la NHDC. « *Maintenant, je ne sais plus comment faire pour payer les mensualités et les frais de cette maison* », nous lance-t-il, angoissé.

Il a fait une demande pour toucher une aide auprès de la Sécurité sociale afin de pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, demande qui a été rejetée. Son épouse, Kavita Heeralall, est aussi dans l'angoisse. Elle essaie de trouver un travail pour que sa famille puisse joindre les deux bouts mais dans le sillage de la pandémie de covid-19, c'est difficile pour elle de trouver un travail. « *Je n'aurais jamais pensé que j'allais vivre une situation pareille. Je ne sais plus quoi faire. Je trouve cela difficile de pouvoir faire rouler la cuisine* », nous dit-elle.

Le fils du couple, qui est toujours à l'école primaire, ne peut plus aller à l'école vu le manque d'argent. « *Comment priver mon fils de l'école ? Son avenir est en jeu* », lance-t-elle. Les voisins et leurs proches leur sont bien venus en aide mais ces derniers ne pourront pas aider cette famille éternellement. « *Nou nepli koner ki laporte nou pou ale tapé* », pleure cette mère de famille. Cela fait depuis des mois que cette famille vit ce calvaire, soit depuis mars 2022.

Patrick et sa femme Kavita lancent ainsi un pressant appel à la générosité des Mauriciens pour qu'ils puissent sortir la tête hors de l'eau. Pour plus de renseignements, vous pouvez joindre le couple sur le 5825-6211 ou 5813-5427. Vous pouvez aussi effectuer vos dons par virement bancaire sur le numéro de compte suivant : MCB 000132099128.



EID UL ADHA 1443 MUBARAK

COLLECTE DE VIANDE QURBANI



Le **DAR-UL-ULOOM MAJLIS-E-RAZAA**

fera une COLLECTE DE LA VIANDE DE QURBANI

Le 10eme, 11eme et 12eme ZIL HADJ

à l'occasion de l'EID-UL-ADHA 2022.

VEUILLEZ DEPOSER LA VIANDE

Au siege du

DAR-UL-ULOOM MAJLIS-E-RAZAA

Mosque Road, Plaine des Papayes.

Tel: 266 22 30 Mob: 5792 2418

JAZAAK ALLAH - La Direction





darulumrazaa.mu

Qurbani 2022

From Mauritius Meat Authority

By

Fresh MMA Meat Shop

Mouton & Bouc

Contrôler Par le service de santé et de vétérinaire de la Mauritius Meat Authority.

For more details

Contact on

Tel : 5255 9367

: 52526974

: 5706 3501







Prix

A partir de Rs 9,000

Service Abattage Inclus

GENOCIDE: "NEVER AGAIN"

WHY COVER THIS SUBJECT?

As author, Ann Clwyd said, "Genocide is the responsibility of the entire world". The entire planet has a solemn responsibility to deal swiftly with EXTREMISTS and to neutralize their threat to civilization.

What is Genocide?

It is the deliberate and systematic destruction, in completely or in part, of an ethnic, racial, religious or national group. It is inhuman, immoral, illegal and completely unacceptable. It involves violence against people simply because of their difference.

Historical perspective

Throughout History, we have seen groups of misguided men, of all continents, of all 'religion' overtaken by transient madness, committing genocide. Always after genocide, the world says "never again". There had been so many examples, so many duly forgotten. For the sake of remembrance, let us recall a few:

- Nazi Germans exterminating more than 5 million Jews during WWII, 1940-45.
- the Hutus massacred 800,000 Tutsis and moderate Hutus in Rwanda in 1993.
- the massacres of Muslims by Christians during the Crusades, and during the recapture of Spain from the Moslems;
- in 1915, leaders of the Turkish government set in motion a plan to expel and massacre Armenians living in the Ottoman Empire. Out of about 2 million Armenians at the time of the massacre by the early 1920s, when the massacres and deportations finally ended, some 1.5 million of Turkey's Armenians were dead, with many more forcibly removed from the country;
- the elimination of the Amerindians ('Red Indians') by settlers from Europe. Let us hear Chief Seattle: "My people are few. They resemble the scattering trees of a storm-swept plain... There was a time when our people covered the land as the waves of a wind-ruffled sea cover its shell-paved floor; but that time long since passed away with the greatness of tribes that are now but a mournful memory." Similarly for the Aborigines of Australia, the traditional indigenous people of the Amazon basin and indigenous people from other parts of the world.

- Slavery, a form of cultural genocide, commonly practiced in the ancient world, but in recent times (during 15th to 19th centuries) practiced mainly on people of African origin, uprooted and sold into forced labour, including here in Mauritius;
- Stalin's Gulags in the USSR; the 'imprisonment' of the Palestinian people till today, denied return to their land, denied the 2-state solution one being an independent Palestine; the strongly uneven world trade which enriches many and leave as many (especially producers of basic commodities) living close to starvation level.

Recently

The so-called Islamic state, ISIS, has forced non-Islamists into bondage and slavery, the beginning of a genocide. Already, several images have emerged of Christian children beheaded by ISIS, merely for being Christian. Women were raped, then murdered, or sold, and men hanged. These are the people who were warned - convert to Islam and be put to the sword. The Iraq-based leader of the Chaldean Church, Patriarch Louis Sako, says Iraqi Christians faced a 'human catastrophe'. A world coalition fortunately defeated the ISIS movement, but has the ideology remained?

The ROHINGYA PEOPLE are from the 'province' or 'state' of Rakhine within the Republic of Myanmar, also known as Burma, bordering Bangladesh and Thailand. The United Nations and the international community has called upon Myanmar to put a stop to what is described as 'ethnic cleansing', which is the action of wiping out a group of people by another group based on differences such as race, religion or language. The Republic of Myanmar, using its army, has been driving out some of its own citizens from the Rakhine state, on the apparent basis that these citizens are Muslims. The number of refugees reached up to 800,000 by the end of 2017. So far, no solution has been found and these one million people face the coming monsoon season in very fragile camps. The solution of a separate Rohingya Republic (from this author) on a small portion of territory was strongly rejected by the Myanmar side.

THE CONTINUED NON-RECOGNITION OF PALESTINE by Israel, people living under siege for the last 50 years. In mid-May 2018, at least 58 Palestinians died, according to the Palestinian Health Ministry, during protests over the Trump administration's controversial



A child is photographed, waiting to be killed by militants. ISIS uses such images to terrorize others and to 'glorify' their spread of terror

relocation of the US Embassy to Jerusalem.

Most of the dead were killed by Israeli fire near the border. Israeli drones also dropped tear gas in an effort to disperse protesters. Palestinian officials accused Israel of committing a "horrific massacre" and called on the international community to immediately intervene.

WHAT TO DO?

PEACEKEEPING. In practice, the peacekeeping forces of the UNITED NATIONS are NOT ALWAYS effective. They are not set up fast enough, in sufficient numbers and are NOT properly armed and funded. Most importantly, the UN mandate for quickly setting up and sending a force to areas of conflict is often incomplete and slow due to political disagreement. With the result that conflicts still pollute this Planet of ours, people die, children and old people suffer, living infrastructures are destroyed. It is necessary to improve this situation.

Love one another. Today we must pray for those being persecuted, we must protest by word and deed, including at the political level through our voice at the United Nations.

We must teach in our schools the culture of peace and when conflict arise that of reconciliation and forgiveness. On 20th anniversary of Rwandan genocide, Pope Francis urged reconciliation. He said, "reconciliation and the healing of wounds must remain the priority of the church in Rwanda"; but nothing they

do can be as effective as being united in love and allowing "the Gospel to touch and convert their hearts."

All religions teach the culture of peace and, when there has been conflict, the principle of reconciliation.

■ Dr Michael Atchia
mklatchia@intnet.mu

Obituary

This 29th June 2022, 28th Zul Qadh 1443 was painful and it is with great sorrow that we learned of the disappearance of our brother and emblematic figure, Bro. Twahair Badullah of the Islamic Cultural Centre, responsible for the organisation of Hajj for more than two decades.

Today, the pain sinks deeper. He was a phenomenal human being, a humanitarian giant. His wisdom, compassion, sharp intelligence, dignity, humility, humanism, and much more will be missed.

He was hailed as a symbol of all in one - multi-talented, legendary champion, precious gentle soul, and always down to earth.

The news of his sad demise created widespread gloom among the Mauritian Muslim community and particularly the thousands of Hujjaj.

He is survived by his wife and four children. Salaat-e-Janaza was held on Wednesday at the Haram Shariff after Zuhr Prayer and was buried at the Al Sharayea Graveyard, near Mecca, Kingdom of Saudi Arabia.

We pray Allah, Exalted be He, to grant him His forgiveness and give him a lofty place in His heavenly abode.

Bashir Nuckchady

Note : Les points de vue exprimés dans cette rubrique ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

PRAY FOR THEM

GAZA ! OH GAZA !

Gaza has been living for 15 years, yes 15 years, under total blockade. The Israeli army has imposed since 2007 a land, air and sea blockade on the Gaza strip as the world has never seen before. More than two million people have been trapped in the Gaza strip. The whole world is blind and deaf to what is going on in the Gaza strip.

Not a single sector of the Gaza's economy or society has been left untouched.

Do you know why Israel has imposed a land, air and sea blockade since 2007?

Since 2007 is misleading, as Israel has restricted the movement of the Palestinians in and out of Gaza for more than 14 years. Starting in the late 1980s with the first Palestinian uprising. For those who are aware of the Palestinian struggle, the Intifada.

In late 80s: Israel introduced a permit system to control the movement of the inhabitants of Gaza who are traveling through Israel, West Bank and East Jerusalem to look for jobs.

Since 1993: Israel has been using all sorts of closures tactics on the Palestinian territories to torture them.

1995: Israel built an electronic fence and a concrete wall (stronger than the Berlin Wall) around the Gaza Strip.

2000: Israel cancelled nearly all the travel and work permits in Gaza.

2001: Israel ('Fou pa mal avek lopinion mondial') bombed and deliberately destroyed the Gaza airport. The Gaza airport was opened three years before.

2005: Israel removed some 8,000 Jewish Israelis who were living in illegal settlements in Gaza.

2006: Hamas democratically won the



elections and since that date, Israel has dramatically increased its siege.

It is apposite to note that since the beginning of the siege Israel has launched full-fledged attacks on Gaza in 2008, 2012, 2014 and 2021.

- Thousands of Palestinians have been killed (more than the Ukrainians).
- Hundreds of children killed (no tears from the West).
- Thousands of homes, schools and public offices have been destroyed.

Any rebuilding process is quasi impossible. Why? Because the fascist state of Israel stops deliberately construction materials such as steel and cement from reaching Gaza.

The multiple attacks of Israel over Gaza have caused the sewage treatment infrastructure to be turned into rubble.

The domino effect sewage ('dilo kaka frer/ser') seeps into drinking water, which has resulted in a dramatic increase of all sorts of diseases linked with infected water.

The United Nations has said in clear terms that 95% [ninety-five percent!!!] of the water has been rendered unsafe for

drinking.

And if one wishes to improve the quality of water, it is quasi an impossible task as there is a deliberate ongoing power crisis. Many homes in Gaza rely on electrical pumps to send water to the top of buildings. No electricity simply means no water.



For students:

- No electricity to study at night.
- No generators.
- No schools.
- Latrines in schools are left dirty because of water scarcity.
- No clean water for washing the latrines.
- No water for cleaning hands for children.

Now that you know, you can't plead ignorance.

BLOCKADE OF THE GAZA STRIP

- Population: more than two million

- Refugees: 64%
- Area: 365 km²
- 56% of the Palestinians in Gaza suffer from poverty.
- Youth unemployment stands at 63%

IMPORTANT TO REMEMBER

More than 60% of Palestinians in Gaza are refugees who are constantly being persecuted by the Israeli secret services.

Israel's blockade has raped the economy of Gaza. 'Today', the United Nations has called what is going on in the greatest open prison on Earth (maybe the Uyghurs are not far) as 'DE-DEVELOPMENT' of the territory. In simple terms, no developments at all but stepping backwards.

We must also not forget that the United Nations has warned that conditions are deteriorating at such a rapid pace that Gaza should be uninhabitable by 2020. If it has not happened, it is because of the ingenuity of the Palestinians

WORST

Do you know that Save the Children has issued a report entitled 'Trapped' where it is said 800,000 children in Gaza suffer from depression?

Could you believe it ? 80% of all children in Gaza?

I AM A TERRORIST

If I were born in Gaza, I would have been a great terrorist in the eyes of the Israelis...

In fact it is my mum, who is no more, who said so...

Let's pray for those who are living hell in life...

■ By RAMA VALAYDEN

Nécrologie

Twaher Badullah nous a quitté

Twaher Badullah était en mission en Arabie saoudite en tant qu'employé du Centre culturel islamique. Il avait une mine d'expérience en ce qui concernait le séjour des futurs hadjis en Terre sainte. Mais, en ce mercredi 29 juin 2022, son passage à trépas a eu l'effet d'un choc, suivi d'une immense tristesse. Pour moi, c'était aussi la fin d'une longue amitié qui a survécu pendant au moins une vingtaine d'années.

Le disparu travaillait comme 'Hadj Officer' au Centre culturel islamique depuis ces 22 dernières années alors que moi, par la grâce d'Allah (swt), je compte au moins deux décennies comme organisateur du pèlerinage en Arabie saoudite. Autant dire qu'on ne compte plus le nombre de fois que nous avons eu à travailler ensemble pour nous assurer que ceux et celles qui vont accomplir le Hadj jouissent des meilleures conditions.

Par conséquent, je suis bien placé pour témoigner que malgré les pressions inhérentes à la nature de son travail, Twaher Badullah arrivait toujours à donner le meilleur de lui-même. Il était tour à tour responsable de l'organisation des réunions, la convocation des futurs Hadjis, la mise en place des soutiens

logistiques à leur intention, tant en Arabie saoudite qu'à Maurice. Il était pour ainsi dire, l'épine dorsale de l'organisation du hadj. Il veillait alors au grain à son bon déroulement, depuis le début jusqu'à la fin. Il avait à cœur les intérêts des futurs hadjis et agissait comme un facilitateur hors-pair. On dirait qu'il était doué pour ce genre de travail.

Lors de notre dernière rencontre, soit le dimanche 26 juin 2022 au Centre culturel



Twaher Badullah

islamique, Twaher avait l'air triste. Il m'avait laissé entendre qu'il aurait dû partir le 22 juin mais avait dû reporter son voyage. Pourtant, ce dimanche-là, on lui avait intimé l'ordre de prendre l'avion qui assurait le vol de 22 heures. Sa présence en Arabie saoudite était nécessaire pour effectuer des démarches dont il détenait le secret pour les faire aboutir, vu son immense expérience dans le domaine.

Je me rappellerai toujours de ses dernières paroles. « Combien de temps nous reste-t-il à vivre ? Peu importe ce que les gens disent de nous, sur le CCI et les organisateurs du Hadj, il nous faut continuer le travail pour le bien de tous... ». Le regretté Twaher avait l'habitude d'organiser les funérailles de nos compatriotes décédés en Arabie saoudite. Le

destin a voulu qu'il soit lui aussi enterré en Terre sainte.

Twaher Badullah était âgé de 58 ans. Il laisse derrière lui son épouse éplorée, Ameena, et ses enfants Aklaaq, Tehmeena, Shabana et Afsheen. Durant sa jeunesse, il était animateur de l'association 'Korom Zeness Madad' (KZM). Il était aussi un passionné des arts et de culture et aimait surtout le théâtre. Il projetait d'écrire un livre sur l'organisation du hadj durant ces 20 dernières années mais il n'a pas eu le temps de concrétiser ce projet louable. Au nom de la MYF, je tiens à exprimer mes sympathies émues à sa famille, ses proches et ses amis.

Qu'Allah (swt) lui accorde le Jannat-Ul-Firdaus.

Raffique Santally
(organisateur du Hadj)

MBC 1

Dimanche 3 juillet

07:42 Dessin Anime Paf, le chien
08:20 Dessin Anime Briko
09:30 Magazine: Kids' Planet
10:30 Serial: oh yuck!
11:00 Local_production: nu rasinn
12:00 Live: Le Journal De La Mi-Journee
13:18 Telenovela: La Femme De Lorenzo
15:00 Live: samachar
15:20 Dessin Anime:The hive
15:34 Dessin Anime: Booba
17:10 Doc: World Capitals
18:00 Live: Samachar
20:15 Local_production: Les Klips
21:10 Film: Rage/Tokarev



Lundi 4 juillet

07:55 Local_production: Music Tour 2022
11:10 Telenovela: I Forgot I Loved You
12:00 Live: Le Journal De La Mi-Journee
14:07 Local_production: Zanafan Nou Zil
15:00 Live: samachar - news bulletin
15:21 Dessin Anime: The Hive
15:35 Dessin Anime: Booba
17:00 Doc: World Capitals
17:30 Magazine: The World Is Yours
18:00 Live: samachar
18:30 Serial: Mere Sai - Shraddha Aur Saburi

19:30 Live: Le Journal Televisé
20:10 Business Connect
20:25 Local_production
22:20 Film : The Patriot, Le Chemin De La Liberte



Mardi 5 juillet

10:00 Local_production: La Societe
15:00 Live: Samachar - News Bulletin
15:21 Dessin Anime: The Hive
15:36 Dessin Anime: Booba
17:00 Doc: World Capitals
17:05 Serial: Superstore
17:30 Magazine: The World Is Yours
18:00 Live: Samachar
18:30 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
19:30 Live: Le Journal Televisé
20:15 Magazine De La Sante
21:55 Mississippi River Sharks



Mercredi 6 juillet

09:25 Local_production Tous Egaux
11:00 Magazine: top 100 famous actresses
15:21 Dessin Anime: The Hive
15:36 Dessin Anime: Booba
15:41 Dessin anime: mondo yan
17:05 Serial: Superstore
17:30 Magazine: The World Is Yours
18:00 Live: samachar
18:30 Sayings Radha Krishna
19:00 Planet Bollywood
22:20 Film: Bull shark



Jeudi 7 juillet

11:00 Magazine: Top 100 Famous Actresses
14:36 Dessin Anime - Gon
15:00 Live: samachar - news bulletin
15:47 Dessin Anime:Boule Et Bill
17:00 Doc: World Capitals
17:05 Serial: Superstore
17:30 Magazine: The World Is Yours
18:00 Live: samachar
18:31 Serial: jijaji chhat par hain
20:15 Baadshaho



Vendredi 8 juillet

08:30 Local_production
11:10 Telenovela: I Forgot I Loved You
12:00 Live: Le Journal De La Mi-Journee
17:05 Serial: Superstore
18:00 Live: samachar
18:30 Sayings Radha Krishna
18:55 Serial: jag jaanani maa vaishnodevi
21:55 Le Mag Avec Josian Valere
22:50 Serial: Billions

Samedi 9 juillet

Film : Isle Of The Dead
21 : 10



Dimanche 3 juillet : 22h00

Cine 12 - : PAVILLON DE FEMMES



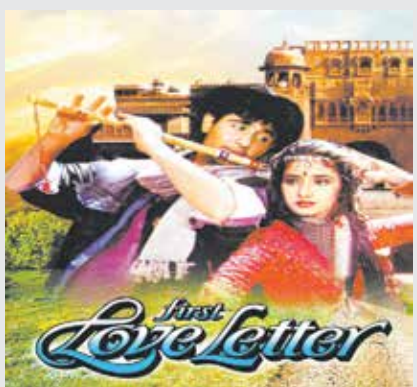
MBC 2

BTV Dimanche 3 juillet 18:32



Dimanche 3 juillet

07:00 Babul - Hindi Film - Upasna Singh
11:00 Serial: Azhagu - Ep 28
12:07 First Love Letter



Lundi 4 juillet

11:53 Sayings Radha Krishna
15:00 Live: Samachar
15:22 Serial: Saare Tujhyachsathi
15:47 Serial: bommarillu
16:08 Serial: sondha bandham
16:33 Serial: : Pyar Ke Sadqay
17:08 Serial: kullfi kumarr bajewala
17:31 Serial: vandhal sridevi
18:24 Sayings Radha Krishna
20:30 Irumbu Manithan Tamil Film

Mardi 5 juillet

11:58 Film: Ghazab - Hindi Film
15:21 Serial: Saare Tujhyachsathi
15:46 Serial: bommarillu
16:33 Serial: Pyar Ke Sadqay
17:10 Serial: kullfi kumarr bajewala
17:59 The Demi-Gods And Semi-Devils
18:30 Magazine: ddi magazine - (mbc2)
19:00 Live: zournal kreol
19:30 Serial: Radha krishna
20:30 Film:Ankhiyon Ke Jharokhon Se



Mercredi 6 juillet

12:00 Aap Aye Bahaar Aye
15:24 Serial: Saare Tujhyachsathi
16:11 Serial: sondha bandham
16:36 Serial: Pyar Ke Sadqay
16:53 Serial: Bhaag Na Bachhe Koi
17:11 Serial: kullfi kumarr bajewala
17:32 Serial: kulvadh
18:24 Sayings Radha Krishna
20:33 Gajaar



Jeudi 7 juillet

12:00 Film: Chor Machaye Shor
15:20 Sayings radha krishna
15:22 Serial: Saare Tujhyachsathi
17:13 Serial: kullfi kumarr bajewala
18:04 Serial: The Demi-Gods And Semi-Devils
19:30 Serial: Radha krishna
21:14 Film: Rage/Tokarev



Vendredi 8 juillet

12:06 Idi Maa Prema Katha
15:21 Serial: Saare Tujhyachsathi
15:46 Serial: bommarillu
16:07 Serial: sondha bandham
16:32 Serial: pyar ke sadqay
16:51 Bhaag Na Bachhe Koi
17:12 Serial: kullfi kumarr bajewala
19:30 Serial: Radha krishna
20:04 Serial: dil ruba
20:42 Local_production: Anjuman

Samedi 9 juillet

07:00 Film: Naamcheen
09:21 Magazine: Ddi Mag - Mbc 2
10:00 Serial: bade acche lagte hai
10:20 Serial: bade acche lagte hai
11:02 Sayings Radha Krishna
12:24 Serial: mooga manasulu
12:47 Serial: high school
15:25 Love 86 -
20:31 Serial: porus
21:00 Pari



Lancement du recueil 'Sweet Poison'

L'auteure, Anjali Callikan :
« La dualité de l'amour mis à nu »

'Sweet Poison' est un recueil de poèmes, dont l'auteure est l'avocate Anjali Callikan. C'est son tout premier ouvrage. Le lancement du livre a eu lieu le mercredi 29 juin au Hennessy Park Hotel.

C'est dans les méandres de l'amour et des désillusions dans son sillage que nous entraîne Anjali Callikan. Son livre parle d'une histoire qu'elle a vécue entre l'âge de 18 et 28 ans. « J'ai mis en œuvre un livre qui parle d'une rupture d'amour que j'ai connue », nous dit-elle.

éprouver après une rupture comme le regret, la haine, le stress et la mélancolie, et toutes les façons dont une personne peut réagir face à une telle situation mais dans un style versant dans l'imaginaire.

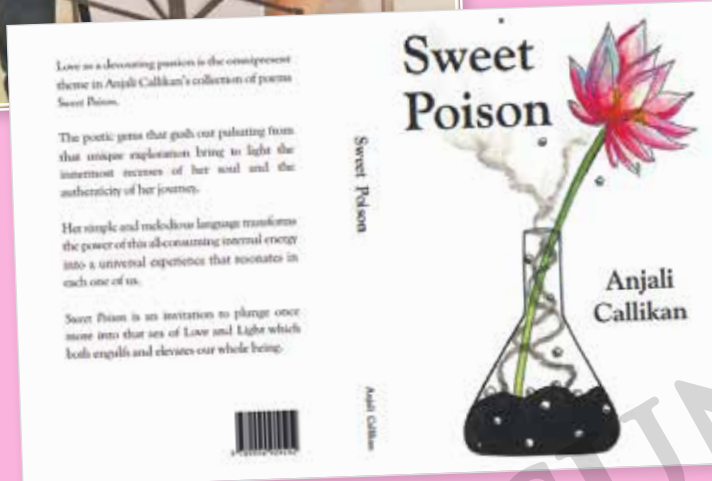
L'auteure, Anjali Callikan, âgée de 30 ans, est une ancienne élève du Lycée Labourdonnais. Elle a fait des études de droit en Angleterre et en France. Passionnée par la poésie dès un jeune âge, sensible, elle aime bien exprimer ses sentiments et ses émotions, que soit à travers la musique, l'art ou encore l'écriture.

À travers ce livre, Anjali a pu sortir de l'enfer auquel elle faisait face depuis un long moment. « En mettant en mots mes sentiments, j'ai pu sortir de ce ressentiment auquel je faisais face durant des années », explique-t-elle.

Elle y a exprimé les sentiments qu'on peut

Revenant sur le titre de son livre, elle nous explique qu'elle a choisi ce titre pour démontrer la dualité, le côté positif et le côté sombre, d'une vie amoureuse. Son message à travers ce livre est de démontrer que nous pouvons être heureux après une rupture en faisant ce qui nous passionne dans la vie.

Pour l'avenir, elle compte écrire et lancer d'autres œuvres pour permettre une expérience cathartique aux autres personnes, et leur éviter d'être les prisonniers de leur passé.



'Doigts de fées'

Pour un cadeau simple, élégant et ... inoubliable

Vous voulez offrir un cadeau à vos proches pour une célébration de mariage, des fiançailles ou un anniversaire, et vous voulez un cadeau qui surprendra et qui marquera l'esprit de celui ou de celle qui recevra le cadeau ? L'entreprise 'Doigts de fées' vous apporte la solution en termes de cadeaux simples, élégants et uniques en leur genre.

Niishi Yenkadu, une habitante de Camp-de-Masque Pavé âgée de 30 ans, a mis sur pied son entreprise 'Doigts de fées' cette année même. Cette entreprise affiche une présence sur Facebook, Instagram et TikTok. L'entreprise fabrique des cerceaux brodés comme décorations, entre autres, pour toutes les occasions, que ce soit un anniversaire, une célébration de mariage ou des fiançailles. Messages d'affection, motifs et ornements en tous genres, avec des pendentifs et autres embellissements : le cadeau idéal pour se souvenir d'un événement marquant.

Nous voyons Niishi à l'œuvre. La jeune femme utilise des fils et de tissus de divers coloris. Sous ses doigts experts, une broderie gracieuse, aux lignes élégantes, vivement colorée, prend forme sur un cerceau. Il s'agit bien d'un 'Happy Birthday', mais accompagné d'un calendrier, selon le choix et goût du client. La plupart de ses commandes, elle

les obtient à travers ses amis, ses clients existants et les réseaux sociaux. « Les broderies faites à la main sont bien plus jolies », nous précise Niishi.

Niishi nous explique qu'elle travaille à plein temps comme 'Customer Support Specialist' dans une entreprise sise à Ebène. Férue d'informatique, cela fait plusieurs années qu'elle travaille dans ce domaine, et ce n'est que pendant ses temps libres, que ce soit à la maison ou au travail, qu'elle se consacre à ses broderies.

Niishi était toujours passionnée par la broderie, une passion qu'elle a acquise de sa mère. Depuis l'âge de 14 ans, elle avait l'habitude de faire des broderies sur des tissus cousus par sa mère. Au fil des années, elle a appris les différentes techniques et les divers types de broderies. Qui plus est, pendant le confinement, notre interlocutrice est tombée sur des vidéos qui démontraient la réalisation des broderies décoratives sur des tissus sur YouTube, grâce auxquelles elle a pu parfaire ses connaissances. Mais par manque de moyens, elle n'avait pas pu mettre sur pied son entreprise.

Mais cette année-ci, elle a décidé de faire le grand pas en avant. « J'avais déjà un atout, vu que je possédais déjà le savoir-faire nécessaire en ce qui concerne la broderie », nous explique-t-elle. Par

ailleurs, ce qui l'a poussée à se lancer dans cette entreprise, c'est que la vie devient de plus en plus difficile, notamment avec l'augmentation des prix, et il fallait bien trouver un moyen pour subvenir à ses besoins. « Je voulais aussi aider ma mère au niveau des dépenses courantes », explique-t-elle.

Au début, les choses n'ont pas été faciles pour Niishi. Elle a subi pas mal de découragement.

« On m'avait dit que c'était quelque chose d'inutile, que j'étais en train de faire, voire une perte de temps », dit-elle. Mais c'est une fonceuse, qui n'a jamais baissé les bras. Elle a choisi de persévérer dans sa voie, et elle a ainsi su surmonter les nombreux

obstacles en travers de son chemin. Aujourd'hui, cette entreprise est l'une de ses rêves qui se réalise. « En mettant sur pied cette petite entreprise, j'ai pu réaliser mon rêve », nous dit-

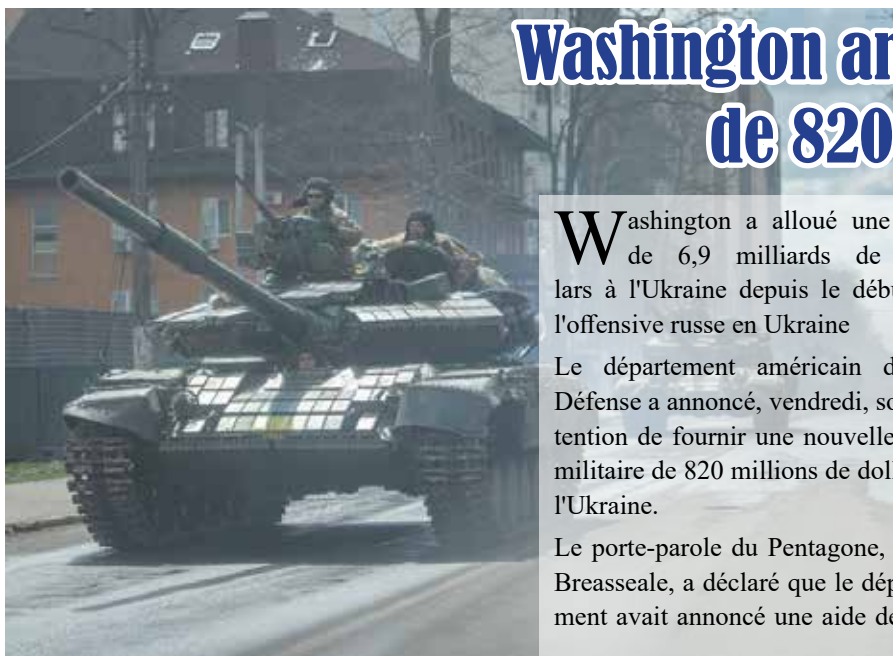


elle.

Elle nous précise aussi qu'elle a pu faire décoller cette entreprise grâce au soutien de sa mère et de ses amis. Sur ce chapitre, elle n'oublie pas de saluer Connie Bardotier, une prothésiste des ongles qui l'a toujours soutenue, mais qui s'en est récemment allée sur la pointe des pieds à la suite d'une grave maladie. « J'ai toujours été

encouragée et soutenue par celle qui a été mon mentor », lâche Niishi, fortement émue.

■ Anouskha Bhugaloo



Washington annonce une nouvelle aide militaire de 820 millions de dollars pour l'Ukraine

Washington a alloué une aide de 6,9 milliards de dollars à l'Ukraine depuis le début de l'offensive russe en Ukraine

Le département américain de la Défense a annoncé, vendredi, son intention de fournir une nouvelle aide militaire de 820 millions de dollars à l'Ukraine.

Le porte-parole du Pentagone, Todd Breasseale, a déclaré que le département avait annoncé une aide de 820

millions de dollars pour renforcer les défenses de l'Ukraine.

Cette aide comprend des systèmes de missiles d'artillerie de type "Hermes", en plus de deux systèmes de missiles sol-air avancés "NASAMS", et 150 000 cartouches d'artillerie de 155 mm et quatre radars de contre-artillerie, selon la même source.

"Les États-Unis continuent de collaborer avec leurs alliés et partenaires pour fournir à l'Ukraine les capaci-

tés nécessaires afin de riposter sur les champs de bataille", a-t-il ajouté.

Les États-Unis ont jusqu'à présent alloué près de 7,6 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine depuis l'entrée en fonction du président Joe Biden en 2021, dont environ 6,9 milliards de dollars depuis le début de la guerre russe contre Kiev le 24 février.

Depuis 2014, les États-Unis ont alloué plus de 8,8 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine.

France - Crise des urgences

Elisabeth Borne présente un plan en trois axes



majoration de 15€ des consultations s'ils accueillent quelqu'un qui ne fait pas partie de leur patientèle » afin « d'inciter les médecins à prendre en charge des patients avec des soins non programmés ».

« On veut aussi pouvoir mobiliser tous les professionnels de santé (pharmaciens, kinésithérapeutes etc) et donc leur permettre de faire des actes qu'ils ne pouvaient pas faire jusqu'à présent et pour lesquels ils ont toutes les compétences », a-t-elle également déclaré.

Le gouvernement va également expérimenter pendant « une durée de trois mois », un « complément de rémunération » pour les gardes des soignants.

Pour rappel, cette « mission flash » a été annoncée début juin par le président français Emmanuel Macron pour « faire le point, partout en France, sur l'évolution de la situation des urgences et sur la diversité des difficultés rencontrées par les soignants ».

Le plan vise à améliorer la prise en charge des urgences hospitalières

La Première ministre française Elisabeth Borne a présenté, vendredi, au cours d'un point presse depuis Pontoise (région parisienne), un plan en trois axes visant à améliorer la prise en charge des urgences hospitalières.

Au terme d'une « mission flash » d'un mois, pour évaluer la situation, la cheffe du gouvernement indique vouloir « améliorer l'orientation et l'information des patients », « mobiliser tous les professionnels de santé » et « encourager et reconnaître la condition difficile du travail de nuit ».

Pour ce faire, Elisabeth Borne annonce « une

Le président russe Vladimir Poutine condamne une OTAN ancrée "dans la guerre froide"

Le président russe Vladimir Poutine a condamné ce jeudi une OTAN ancrée "dans la guerre froide" et a déclaré que "rien n'a changé" concernant les plans militaires russe en Ukraine. L'OTAN l'a exhorté à "mettre fin immédiatement" à la guerre.

Le chef de la diplomatie russe en visite au Bélarus a ironisé :

"En ce qui concerne le "rideau de fer", je



suis d'accord avec le ministre bélarusse des Affaires étrangères pour dire qu'il est déjà en train de tomber, a déclaré Sergueï Lavrov.

Les Occidentaux devraient cependant faire attention à ne pas y coincer quelque chose. Mais le processus est lancé".

Le président indonésien Joko Widodo qui était en visite à Moscou a remis à Vladimir Poutine un message du dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky, sans en révéler le contenu. Les deux hommes ont évoqué aussi la sécurité alimentaire. Vladimir Poutine, à la recherche de soutiens, s'est félicité d'un renforcement du partenariat russo-indonésien.

Au tribunal de Bruxelles, la clémence pour les complices des terroristes du 13-Novembre

Quatre relaxes, une peine de travail, du sursis pour le "logueur" de Salah Abdeslam à la fin de sa cavale: la "légèreté" des peines du Tribunal de Bruxelles contraste avec la fermeté exprimée la veille par la justice française. Le procès dit "Paris Bis" explorait les complicités belges dans les attentats du 13 novembre 2015.

Seuls deux des 14 accusés sont condamnés à des peines de 18 mois et 35 jours. Un succès pour Edouard Hysmans, avocat d'Ibrahim Abrini.

Dans cette affaire, la plupart des suspects étaient accusés de "participation aux activités d'un groupe terroriste". Ils étaient résidents bruxellois et proches



de Salah Abdeslam et/ou d'autres djihadistes. Tous les avocats affichent leur satisfaction à l'issue de ce procès à Bruxelles. Ils évoquent une procédure mesurée et précise et se félicitent du travail

mené par le tribunal. Les juges ont décidé des peines réduites par rapport à ce que a réclamé le ministère public. Le tribunal a acquitté 4 des 14 accusés et a suspendu 3 des condamnations".



« Manchester United n'est pas prêt à perdre Cristiano Ronaldo »

Proposé à de nombreuses écuries par son agent, Jorge Mendes, Cristiano Ronaldo serait une énorme perte pour Manchester United. Coéquipier et ami, Bruno Fernandes s'attend à le voir poursuivre chez les Reds Devils.

La tension est à son comble à Manchester United. Alors que la reprise est prévue pour ce 4 juillet prochain, Cristiano Ronaldo reste un sacré mystère pour les Reds Devils qui ne savent pas sur quel pied danser. Depuis plusieurs semaines, Jorge Mendes chercherait une porte

de sortie pour sa star portugaise, déçue par les résultats sportifs de l'écurie britannique ainsi que par l'ambiance qui règne en interne. A 37 ans, le Portugais a soif de titre et les valeurs du vestiaire ne semble pas lui correspondre. Dans ce cadre, son agent l'aurait proposé à de multiples écuries comme le Paris Saint-Germain, Chelsea, le Bayern Munich ou l'AS Roma. Tant de pistes qui ne semblent pas inquiéter Bruno Fernandes. Son compatriote est persuadé qu'il restera chez les Reds Devils.

Le Real Madrid trouve le remplaçant de Karim Benzema à Manchester United

Edinson Cavani serait la nouvelle lubie de Florentino Pérez pour seconder Karim Benzema. Un pari sans risque pour le Real Madrid.

Recruté en juillet 2013 par le Paris Saint-Germain après avoir déboursé 65 millions d'euros, Edinson Cavani a patienté dans l'ombre de Zlatan Ibrahimovic avant de véritablement éclore en terres parisiennes. Avec 200

buts en 301 rencontres sous les couleurs du PSG, l'Uruguayen est le meilleur buteur de l'histoire du club de la capitale. Un statut que personne n'a encore battu à ce jour mais que menace Kylian Mbappé. Un départ du Français pour le Real Madrid avorté qui pourrait justement permettre à l'ancien lieutenant de Zlatan Ibrahimovic de signer au sein de l'écurie madrilène.



C'est officiel, Ousmane Dembélé n'est plus un joueur du FC Barcelone !



Le contrat d'Ousmane Dembélé avec le Barça a officiellement pris fin. Il est désormais libre mais sa situation n'est toujours pas claire.

Nous sommes le 1er juillet 2022 et depuis 00h01 le contrat d'Ousmane Dembélé avec le Barça est officiellement terminé. L'ailier français est désormais un joueur libre, il a la possibilité de s'engager où il le souhaite. Si le joueur de 25 ans accepte l'offre du Barça, il s'engagera en tant qu'agent libre. Ce ne sera donc pas une prolongation de contrat ce qui pourrait poser des problèmes aux Blaugrana. Selon Sport.es, la réglementation de la Liga pour les nouveaux renforts étant stricte son inscription serait difficile.

**SUNDAY
TIMES**

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

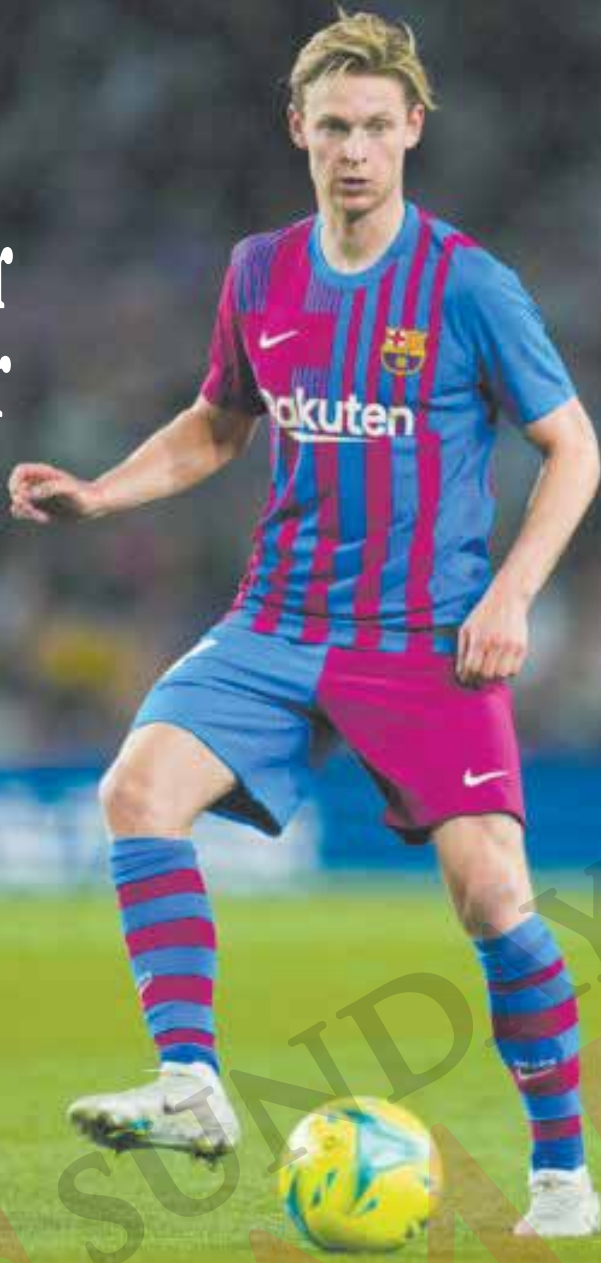
- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

Impression

FEMI Publishing Co. Ltd.

Manchester United

Une offre à 80 M€ pour faire craquer le Barça ?



Selon les informations de Sport, Frenkie De Jong, sous contrat jusqu'en juin 2026 avec le FC Barcelone, se rapproche de Manchester United. L'international néerlandais pourrait quitter la Catalogne contre un chèque de 80 millions.

Frenkie de Jong va-t-il quitter le FC Barcelone lors du mercato estival ? Alors que le club catalan fait face à une situation financière délicate, l'international néerlandais pourrait plier bagage. Selon les informations de Sport, le milieu de terrain se rapproche fortement de Manchester United. Les négociations entre les Red Devils et le Barça avancent de manière très positive ces dernières heures. Le montant de la transaction pourrait s'élever à 80 millions d'euros. Si un accord entre les deux clubs est désormais possible, les dirigeants mancuniens devront convaincre Frenkie de Jong de quitter la Catalogne pour l'Angleterre.

Chelsea touche au but pour Raheem Sterling



Chelsea s'est quasiment mis d'accord avec Manchester City pour le transfert de Raheem Sterling

On se rapproche doucement mais sûrement de l'un des transferts de l'été outre-Manche. Alors que Gabriel Jesus est en partance pour Arsenal, Manchester City est également sur le point de perdre Raheem Sterling. D'après les dernières informations du Daily Mail, un accord

point de changer de club.

Le deal n'est pas encore complètement ficelé précise le média anglais mais depuis les discussions de vendredi entre les deux directions, le feu est au vert. Un terrain d'entente a été trouvé aux alentours des 45 M£, soit 52 M€. Sterling (27 ans) a lui eu Thomas Tuchel au téléphone à plusieurs reprises, ce qui a fini de le convaincre de rejoindre les Blues.

Un transfert à 52 M€

La somme peut paraître relativement faible au regard des tarifs pratiqués en Premier League, de la qualité et de l'expérience de l'international anglais. Sterling, c'est tout de même 109 buts en

320 matchs de Premier League, et 24 réalisations en 72 rencontres de Ligue des Champions, seulement il n'a plus qu'une seule année de contrat. C'était l'année pour le vendre.

Sa relation avec Pep Guardiola s'est également détériorée au fil du temps. Devenu un joueur majeur des Cityzens les années précédentes, l'ailier était devenu de plus en plus un remplaçant de luxe au cours des deux dernières saisons. Il fut même question d'un départ au FC Barcelone l'hiver dernier sans que cela ne se concrétise. Chelsea a alors sauté sur l'occasion et pourrait bien poursuivre son marché du côté de l'Etihad Stadium...

est tout proche avec Chelsea. L'attaquant est sur le



Mohamed Salah prolonge à Liverpool !

En fin de contrat en juin 2023, Mohamed Salah a finalement décidé de prolonger avec Liverpool. Un gros coup réalisé par le club de la Mersey qui a déjà perdu Sadio Mané, parti du côté du Bayern Munich.

en 254 apparitions», précise, à ce titre, le communiqué du club de la Mersey pour officialiser la nouvelle.

Mohamed Salah va toucher un salaire démentiel !

Longtemps en désaccord avec le board de Liverpool notamment pour des questions salariales, l'ancien buteur de la Fiorentina ou encore de Chelsea a finalement obtenu gain de cause. En effet, comme le révèle The Times, l'Égyptien gagnera désormais un salaire de 350 000£/semaine (environ 400 000€/semaine), soit le plus gros salaire de l'histoire du club. Après avoir vendu Sadio Mané au Bayern Munich pour plus de 30 millions d'euros, Liverpool ne perdra donc pas son autre star offensive. Une bonne nouvelle pour les pensionnaires d'Anfield.

«Je me sens bien et je suis excité à l'idée de gagner des trophées avec le club. C'est un jour heureux pour tout le monde. Il a fallu un peu de temps, mais maintenant tout est fait et nous devons juste nous concentrer sur la suite. Je pense que vous pouvez voir au cours des cinq ou six dernières années que l'équipe allait toujours vers le haut. La saison dernière, nous étions proches de remporter quatre victoires, mais malheureusement, dans la dernière semaine de la saison, nous avons perdu deux trophées. Je pense que nous sommes en bonne position pour nous battre sur tous les tableaux. Nous avons également de nouvelles recrues. Nous devons juste continuer à travailler dur, avoir une bonne vision, être positifs et vouloir tout gagner à nouveau», a, de son côté, assuré Salah sur le site officiel du club.

Arrivé à l'été 2017 en provenance de l'AS Roma, Mohamed Salah (30 ans) va bel et bien poursuivre l'aventure du côté de Liverpool. Lié au club de la Mersey jusqu'en juin 2023, l'attaquant international égyptien (83 sélections, 45 buts) a décidé de continuer sous le maillot des Reds. Après avoir trouvé un accord avec ses dirigeants, le numéro 11 du club anglais a ainsi décidé de prolonger son contrat de trois saisons supplémentaires.

«Liverpool FC est ravi d'annoncer que Mohamed Salah a signé un nouveau contrat à long terme avec le club. L'attaquant, qui a été nommé footballeur de l'année de la FWA et joueur de l'année de la PFA pour 2021-22 après avoir aidé l'équipe de Jürgen Klopp à réaliser un doublé en coupes nationales, a engagé son avenir avec les Reds en apposant sa signature sur le papier, ce vendredi. Après cinq ans au club, Salah va maintenant prolonger un séjour à Anfield qui jusqu'à présent a donné un bilan remarquable de 156 buts

PSG

Neymar a prolongé !

Alors que le PSG voudrait voir Neymar s'en aller du club cet été, le Brésilien a activé la clause lui permettant de prolonger d'une saison automatiquement. Il est désormais sous contrat jusqu'en 2027

Le PSG veut voir partir Neymar, et le Brésilien est en train de le comprendre. Son départ soulagerait pas mal de monde au club dont la volonté est désormais de mettre fin au «bling-bling», comme évoqué par Nasser Al-Khelaïfi la semaine dernière. Encore faut-il réussir à trouver une équipe en capacité financière et sportive de l'accueillir.

La chose sera encore plus difficile à combler depuis la dernière nouvelle annoncée par Le Parisien. Hier, le 1er juillet, soit la date officielle de la nouvelle saison, la star a activé la clause lui permettant de prolonger d'une saison à Paris. Comme l'an passé à la même période. Désormais, il n'est plus lié jusqu'en 2026 mais jusqu'en 2027.

Une prolongation qui n'arrange pas les affaires du PSG

Évidemment avec un tel contrat, cela rend le départ du Brésilien encore plus complexe pour le club de la capitale. Celui-ci a déjà annoncé à travers son clan qu'il ne ferait aucun cadeau au PSG ; comprendre qu'il réclamera l'intégralité du salaire qu'il doit toucher d'ici la fin de son bail. À 35 M€ l'année et à 5 ans de l'échéance finale, l'enjeu est de taille.

Neymar était le seul à pouvoir décider d'activer cette prolongation. Le PSG n'avait pas son mot à dire, comme nous l'avions évoqué précédemment. La direction parisienne s'en doutait sûrement mais cela n'empêche pas les tractations pour un départ. Hier, ESPN affirmait qu'une piste se dessinait avec Chelsea, l'entourage du joueur ayant pris contact avec la formation londonienne.

La prestigieuse liste des joueurs libres au 1er juillet

En ce 1er juillet, le basculement vers la nouvelle saison a eu lieu. Avec la fin des contrats au 30 juin, pas mal de joueurs, et non des moindres pour certains, sont désormais libres.

Ça y est nous sommes le 1er juillet, ce qui signifie que les contrats ont basculé sur la saison 2022/2023. Cela a pour effet de rendre officiellement libres les joueurs qui étaient encore liés à un club jusqu'au 30 juin. Ils sont nombreux dans cette situation, notamment de grands noms dont l'avenir n'est pas toujours bouclé, à l'inverse de Corentin Tolisso, qui lui s'engage à l'OL. Paul Pogba voit par exemple son contrat avec Manchester United se terminer. Le milieu de terrain français va pouvoir signer à la Juventus puisque tout semble prêt pour l'accueillir.

À Turin, il ne retrouvera pas Federico Bernardeschi et un certain Paulo Dybala. Le départ de ce dernier a été acté par la direction depuis plusieurs semaines déjà. Le milieu offensif a des pistes, notamment du côté de l'Inter mais pour le moment, il n'y a encore rien d'acté. Il y aura peut-être un chassé-croisé d'internationaux argentins dans le Piémont puisqu'Angel Di Maria, laissé libre par le PSG, est pressenti même si aucune décision n'a été prise pour le moment. Il se dit que le gaucher attend également la proposition

du FC Barcelone pour choisir.

Que va faire l'AC Milan avec Ibrahimovic

Car les Blaugranas sont en train de perdre Ousmane Dembélé. Les négociations n'ont pas trouvé d'issue positive et le champion du monde a quitté la Catalogne. Le PSG, puis ensuite Chelsea semblaient tenir la corde. Pour prendre sa revanche, le Barça attend les venues de Franck Kessie et d'Andreas Christensen, dont les contrats se sont respectivement finis du côté de l'AC Milan et de Chelsea. Les Blues perdent également un joueur emblématique en la personne de Cesar Azpilicueta, lui aussi en fin de contrat. L'Espagnol pourrait accompagner Christensen en Catalogne.

Christian Eriksen devrait lui rester en Premier League mais pas forcément à Brentford qui l'a relancé. Manchester United a un œil sur celui qui a brillé durant cette seconde partie de saison. Jesse Lingard, laissé libre par les Red Devils, n'a toujours pas trouvé chaussure à son pied, même s'il est annoncé avec insistance du côté de West



Ham. Du côté de l'Italie, Andrea Belotti quitte bien le Torino où il a tout de même inscrit 113 buts depuis 2015. Luiz Felipe s'en va de la Lazio pour sa part, et Alessio Romagnoli de l'AC Milan. Zlatan Ibrahimovic n'a d'ailleurs toujours pas prolongé avec les Lombards, lui qui est blessé pour la fin de l'année.

Aurier, Cavani, Isco, Marcelo, il y a des "noms" de libres

Du côté du Portugal, Chancel Mbemba se retrouve sans club, lui qui dispose d'une belle cote

sur le marché. L'aventure de Serge Aurier a elle pris fin du côté de Villarreal, tout comme celle de Luis Suarez à l'Atlético de Madrid ou encore de Isco et Marcelo au Real. L'Uruguayen pourrait s'en aller du côté de River Plate. Son compatriote Edinson Cavani ne sait toujours pas où il jouera la saison prochaine. L'attaquant est pourtant courtisé en Liga et en Serie A.

Du côté des joueurs de Ligue 1, Xeka est toujours sans club mais surtout le champion du monde

Djibril Sidibé qui est disponible à moindres frais. Au même poste, Junior Sambia, un temps courtisé par l'OM, est libre également. Il peut y avoir des coups à tenter avec Cesc Fabregas, Timothée Kolodziejczak, et Farid Boulaya, et même les anciens de Ligue 1 que sont Zinedine Ferhat, Joao Moutinho, Keita Baldé ou encore Nicolas Nkoulou. Enfin, Juan Mata et Dan-Axel Zagadou sont également sans contrat depuis ce jour. Il y a de quoi avoir quelques idées.

L'Inter Milan officialise l'arrivée d'un chouchou de José Mourinho

Arrivée attendue et désormais officielle, Henrikh Mkhitaryan a signé à l'Inter Milan. En fin de contrat avec l'AS Roma, l'attaquant arménien s'est engagé avec la Louve pour les deux prochaines années, soit jusqu'en 2024. Un ajout d'expérience dans l'effectif de Simone Inzaghi avec un joueur de 33 ans ayant été important pour sa formation la saison dernière avec 5 buts et 9 passes décisives en 44 rencontres disputées toutes compétitions confondues.



Le FC Barcelone cède Frenkie de Jong à Manchester United



Priorité de Manchester United, Frenkie de Jong va rapporter gros au FC Barcelone. D'après Fabrizio Romano, le transfert s'est clôté avec un accord trouvé à 85 millions d'euros, bonus compris.

Très apprécié par Erik Ten Hag qui l'aura fait éclore du côté de l'Ajax Amsterdam, Frenkie de Jong est la cible de Manchester United depuis que le Néerlandais a pris la tête des Red Devils. Priorité de l'écurie britannique, le deal serait clôt. D'après les informations révélées par Fabrizio Romano, le FC Barcelone aurait trouvé un accord pour un départ de son protégé autour d'une somme de 85 millions d'euros. Un montant décomposé en deux parties avec une première fixe de 65M€ auxquels s'additionneront 20M€ de bonus.